

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 46. — Vendredi 25 juillet 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

LE 1^{er} AOÛT

Le prolétariat contre la guerre impérialiste

Les déformations qu'a fait subir la direction stalinienne de P.C. à bien des manifestations ne doivent cependant pas faire oublier aux communistes l'importance, la nécessité de certaines journées comme le premier Août, anniversaire de la guerre mondiale.

La lutte contre la guerre ne peut pas être détachée de l'ensemble de la lutte contre la société bourgeoise. La guerre a ses origines dans le régime capitaliste même ; elle est inéluctable dans ce régime ; elle est la continuation à un degré beaucoup plus élevé des courses aux débouchés, des guerres de tarifs auxquelles se livrent les impérialismes rivaux. Aussi ce n'est qu'en entraînant tous les jours le prolétariat dans une lutte puissante, cohérente contre la bourgeoisie, que les communistes luttent efficacement contre la guerre impérialiste ; et c'est pourquoi la direction de P.C. incapable aujourd'hui d'analyser correctement la situation économique et politique, incapable par suite d'entraîner le prolétariat dans les luttes quotidiennes sur des mots d'ordre précis, compris des larges masses, ne mène pas une lutte réelle contre la guerre.

Mais parallèlement à la lutte pour les revendications immédiates et en liaison avec celles-ci, les communistes doivent attirer l'attention des prolétaires sur la guerre et les importants problèmes qu'elle pose aux révolutionnaires. Aucune date n'est plus indiquée pour le faire que le Premier Août, car elle rappelle un tournant décisif dans l'histoire. L'impérialisme, dernier stade du capitalisme, avait définitivement conquis le monde et en août 1914 commença la période des guerres mondiales et de la Révolution mondiale.

Pour le prolétariat révolutionnaire, Août 1914 a une importance également considérable du fait du passage définitif de la social-démocratie au service de la société capitaliste. Avant la guerre, la politique de la deuxième Internationale dans la plupart des pays n'avait, par son caractère opportuniste, parlementaire, rien de dangereux pour le régime, mais cette lente dégénérescence se transforma en ce jour en une trahison brutale. Une telle date ne saurait être oubliée, effacée de la mémoire des ouvriers. Il faut y insister tout particulièrement aujourd'hui où par suite d'une fausse politique, le Parti communiste s'est réduit considérablement au profit de la social-démocratie qui prône maintenant « l'unité ouvrière reconstituée dans la vieille maison » et à laquelle se laissent prendre de bons éléments prolétaires. Il faut rappeler comment était constituée la social-démocratie avant la guerre, la synthèse qu'elle prétendait être des courants réformistes et révolutionnaires, où la phrase révolutionnaire était en honneur comme aujourd'hui chez la gauche socialiste et quel en fut l'aboutissant.

Le Premier Août est aussi le moment de rappeler aux travailleurs que la guerre ne peut être évitée par aucune législation, aucun traité. Tous les men-

songes pacifistes, que la social-démocratie et de nombreuses organisations propagent, sont à démasquer, à combattre vigoureusement comme aussi nuisibles que la propagande nationaliste, chauvine. La suppression des guerres est liée à la disparition du capitalisme et que toute propagande tendant à leur faire croire qu'ils pourront obtenir la suppression des guerres comme on obtient une réforme constitue une trahison de leurs intérêts de classe.

Enfin les communistes doivent appeler les travailleurs à s'occuper de la façon de lutter pendant la guerre et leur démontrer en premier lieu qu'il n'y a pas d'autre mot d'ordre possible que la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, à l'exemple des travailleurs russes en 1917. Ils montreront ainsi la nécessité pour les Partis communistes et les organisations révolutionnaires d'être prêts à continuer dans l'illégalité à entraîner et à guider les travailleurs dans la lutte contre leur propre bourgeoisie pendant la guerre. Toutes les difficultés soulevées par ces problèmes leur feront saisir l'insuffisance et le danger des formules d'allure révolutionnaire : « Nous répondrons à la guerre par l'insurrection ! Grève générale contre la guerre ! Pas un homme, pas un sou !... » qui sont non seulement d'usage courant chez les socialistes qu'elles ne gênent pas, mais qui aussi rencontrent trop souvent crédit dans nos organisations.

La lutte contre la guerre est une des questions fondamentales pour les partis communistes. C'est pour avoir eu une politique opportuniste de tous les jours que la deuxième Internationale a trébuché en 1914 ; ce n'est qu'en ayant une politique révolutionnaire juste de tous les instants qui lui conserve la liaison avec la classe ouvrière que l'Internationale Communiste sera à la hauteur des circonstances si un conflit se déclanchait. L'exemple de ces dernières années est tout à fait typique. En 1929, la section française de P.C. préparait la « Journée Rouge » d'une façon absurde, sans tenir compte du degré de maturité politique des masses l'humanité était remplie chaque jour de nouveaux mots d'ordre. Surgit le conflit sino-russe ; la patrie de tous les travailleurs est provoquée ; il faut appeler ceux-ci à prendre sa défense dans leurs mains. Sur ce cas précis, le Parti engagé dans une aventure est incapable de la moindre action.

Pour le Premier Août, dans la mesure du possible, les travailleurs manifesteront contre le régime qui les exploite ; mais là où aucune manifestation ne pourra avoir lieu, les ouvriers mettront à l'ordre du jour de leurs réunions la lutte contre la guerre. Ils verront l'importance d'organisations vigoureuses, ils constateront le triste état dans lequel elles sont et ils travailleront à les orienter dans une voie qui permettra de faire du Premier Août une journée de grandes manifestations révolutionnaires.

P. FRANK.

“TOURNANT DECISIF”

Nous avons déjà écrit dans la Vérité : « le tournant mène à l'opportunisme ». En voici la preuve éclatante apportée par une résolution du C. C. sur le 1^{er} août et un article de Thorez dans l'Humanité du 23 juillet. Thorez se borne à commenter la résolution du C.C. qui bat en retraite sur toute la ligne, et au lieu de se placer sur les positions de l'opposition de gauche, tombe plus profondément que jamais dans l'ornière opportuniste. En deux mois de temps, nous tombons plus bas qu'en 1926-1927. Du haut de la « 3^e période » et de « l'insurrection à nos portes », nous dégringolons jusqu'à l'application du front unique par le moyen ultra-opportuniste des « lettres ouvertes ».

Ce tournant révèle la gravité de la crise centrisme aux abois. « Tournant décisif », écrit Thorez ; oui, décisif pour le centrisme, qui révèle aux yeux des ouvriers son caractère vacillant, passant des phrases gauchistes sur « la grève politique » pour le 1^{er} Mai menant directement « à l'insurrection », à la plate passivité pour le 1^{er} août. Depuis un an, le centrisme recule sans cesse. Le C. C. l'avoue dans sa résolution : les journées du 1^{er} août 1929, du 6 mars et du 1^{er} Mai 1930 « ont souligné la faiblesse extrême d'organisation des masses et de leur guide, le Parti communiste ».

Mais l'opposition de gauche n'a-t-elle pas souligné jour par jour ces faiblesses qui ont pour cause une fausse ligne politique ? N'a-t-elle pas montré que la phrase ultra-gauche conduirait au pire opportunisme, si la critique de la direction ne partait pas du parti, d'une large et profonde discussion de la base, et de la participation active de l'opposition de gauche à cette discussion ?

Maintenant on ne veut plus de « la grève politique de masse », de la « voie vers l'insurrection ». On se contente des « revendications partielles » et d'une réédition opportuniste du front unique. Thorez écrit : le Comité Central « invite tout le parti à une pratique soutenue du front unique par en bas, au moyen de la lettre ouverte aux ouvriers socialistes et socialistes, et par l'organisation de comités larges menant la lutte à l'usine ». Nous pensons, comme nous l'avons toujours pensé, que le front unique doit être réalisé, sans qu'il y ait besoin de lettres ouvertes qui sont la plupart du temps un bluff journalistique et supposant l'accord par en haut, par la lutte côté à côté, dans les grèves, dans les manifestations avec les ouvriers réformistes, socialistes et inorganisés que l'on attire dans le front révolutionnaire.

Chaque ouvrier communiste réfléchira avec nous sur le sens du « tournant décisif » de la direction. La semaine prochaine nous y reviendrons longuement.

Assurons la vie de “LA VÉRITÉ”

Vraiment, nos camarades ne montrent pas encore toute l'énergie nécessaire pour rassembler l'argent qui est indispensable à la vie régulière de la Vérité hebdomadaire. Ce n'est pas un appel en l'air que nous avons lancé : il faut rapidement réunir une souscription de dix mille francs !

Nous envoyons et avons déjà envoyé des listes de souscriptions à nos amis. Qu'ils les fassent circuler et qu'ils nous les retournent rapidement, bien remplies.

Nous avons demandé en outre à nos lecteurs de s'inscrire volontairement pour une souscription régulière de 5 francs par semaine, soit 20 francs par mois.

Nous avons déjà reçu un certain nombre de réponses à cet appel, mais en nombre nettement insuffisant.

Il faut cependant que chaque lecteur comprenne que c'est la vie de la Vérité hebdomadaire dans la période à venir qui est en jeu.

Les événements actuels montrent plus que jamais la nécessité d'une publication régulière de la Vérité. Nous en trouvons une nouvelle preuve dans le nouveau tournant effectué par le parti, et les nouvelles difficultés de l'Humanité, qui est la seule arme du parti aujourd'hui.

Notre Vérité, dans cette crise, a un grand rôle à jouer. C'est à elle de rallier les camarades du Parti, pour imposer à la direction une politique juste, afin d'empêcher de toutes ses forces le Parti d'être entraîné tout entier dans la faillite de la direction actuelle.

Dans ce même numéro de la Vérité, nous appelons les ouvriers à défendre l'Humanité. Nous-même en avons donné l'exemple. Mais nous disons que cette défense n'aura de véritable sens que si elle s'accompagne d'une critique sans réticences de la direction et de la gestion de l'Humanité. Pour que la souscription prolétarienne serve à quelque chose il faut imposer : une réduction des frais généraux inutiles, une épuration du personnel, le contrôle du parti sur son journal, c'est-à-dire en général une élimination de la bureaucratie corrompue de la direction.

C'est par cette lutte que la Vérité est indispensable, et c'est pour cela qu'en même temps que nous appelons à défendre l'Humanité nous appelons encore plus vigoureusement à défendre la Vérité, organe de l'opposition communiste de gauche.

Camarades ! Nous avons besoin de votre aide immédiat. Faites des abonnements. Faites circuler des listes de souscription. Organisez la vente au numéro.

Nous ne nous lasserons pas de vous rappeler votre devoir immédiat : aider le Parti en soutenant activement son aile gauche intransigeante en participant tout de suite à sa souscription.

SUR LES « DÉFENSEURS » DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Il faut défendre l'« HUMANITÉ »

Cher ami,

J'ai reçu un numéro du journal new-yorkais *Les masses nouvelles*, avec des articles sur mon autobiographie et sur le suicide de Mayakovsky. Je ne regrette pas le quart d'heure que j'ai perdu pour prendre connaissance de cette production des intellectuels américains de gauche. Des journaux de ce genre paraissent actuellement dans différents pays. Ils considèrent la « défense » de l'Union soviétique comme une de leurs tâches les plus importantes. C'est une chose tout à fait louable, indépendamment du fait que ces messieurs les « défenseurs » remplissent toujours cette tâche par conviction intérieure, ou bien parfois pour des motifs moins élevés. Mais ce serait une ridicule erreur que d'exagérer la portée de cette défense. Des groupes de ce genre, bien hétérogènes par leur composition, fournissent d'un côté sur les frontières de la bourgeoisie, de l'autre sur celles du prolétariat, mais ils ne peuvent jamais répondre de leur lendemain. Comme la plupart des pacifistes ne luttent contre la guerre que pendant la paix, ainsi les « défenseurs » radicaux de l'Union Soviétique, ses « amis » attirés des rangs de la bohème, remplissent leur mission jusqu'au moment où on aura besoin d'un véritable courage et d'un dévouement authentique à la révolution. Quant à eux, ils ne le possèdent pas. Et d'ailleurs, d'où pourraient-ils le tenir ? Leur radicalisme a besoin d'une couleur protectrice. C'est pourquoi il trouve son expression principale dans la « défense » de l'U.R.S.S. c'est-à-dire d'un gouvernement qui dispose d'une force, de moyens et d'autorité. Il ne s'agit que de défendre ce qui existe déjà, ce qui est conquis. Pour une telle défense il ne faut nullement être révolutionnaire ; au contraire, on peut très bien rester un mélange d'anarchiste et de conservateur ; mais malgré cela on peut paraître révolutionnaire, tromper les autres et, en partie, soi-même. Nous avons vu cela par l'exemple de Barbusse et du journal français *Monde* qui appartient à la même catégorie que *Les masses nouvelles*. Leur radicalisme considéré dans le temps, est, principalement dirigé vers le passé. Considéré dans l'espace, il est directement proportionnel au carré de la distance de l'arène des événements politiques. Par rapport à leur pays, ces fémeraires ont été toujours et restent incommensurablement plus prudents et plus évasifs que par rapport aux autres pays, surtout... orientaux.

Le meilleur représentant de ce genre, qui, par son talent et par son caractère dépasse de quelques têtes tous les autres, est incontestablement Maxime Gorki. Pendant de longues années il sympathisait avec les bolchéviks et considérait leurs ennemis comme les siens. Cela ne l'empêcha point de se trouver pendant la révolution prolétarienne dans le camp de ses ennemis, où, après la victoire de la révolution, il resta longtemps encore. Il se rallia à la République Soviétique lorsqu'elle fut devenue même pour lui, un fait inébranlable, c'est-à-dire lorsqu'on pouvait s'entendre avec elle, sans rompre avec sa conception propre du monde, au fond conservatrice. Quelle ironie ! Gorki combattit Lénine dans la plus grande période de la création léniniste, mais cela ne l'empêcha point de s'accorder de Staline et de s'entendre au mieux avec lui. Que dire alors des petits Gorki, du modèle de poche ?

La nature de ces gens de l'aile gauche de la bohème bourgeoise est d'être capables de défendre la révolution seulement après qu'elle s'est accomplie, et qu'elle a démontré sa solidité. En défendant le passé de la Révolution, ils traitent avec une hostilité conservatrice tous ceux qui frayent le chemin de son lendemain. On ne peut, n'est-ce pas, préparer le futur qu'avec des méthodes révolutionnaires aussi étrangères à la bohème conservatrice que les idées et les mots d'ordre de la dictature prolétarienne lui étaient hostiles à la veille de 1917. Ces messieurs restent par conséquent fidèles à eux-mêmes et aux conditions sociales qui les ont engendrés et qui les nourrissent. Bien plus, malgré les liens formels de gauche des

Masses nouvelles (!) le conservatisme s'est effectivement renforcé, puisqu'ils se sont appuyés, non sur la révolution d'octobre — non ! — mais sur un gouvernement comme « institution », indépendamment de ses idées directrices et de sa politique. Ils ont été avec Lénine et Trotsky (d'ailleurs pas tous), ils ont été ensuite avec Zinoviev, Boukharine et Rykov ; ils sont aujourd'hui avec Staline. Et demain ? Sur ce point ils ne se prononceront que quand le futur sera devenu du passé. Ils accepteront chaque fois le changement du cours dirigeant comme les fonctionnaires patriotes acceptent un changement d'uniforme : dans la bohème on trouve toujours des fonctionnaires en puissance. Ce sont des courtisans du gouvernement soviétique, mais non des soldats de la révolution prolétarienne.

Un gouvernement ouvrier peut avoir besoin même de telles « éditions », pour des circonstances occasionnelles, bien que j'aie toujours estimé que les épigones myopes exagèrent énormément l'importance de pareils groupes, comme ils exagèrent la valeur de « défense » des Purcell ou « l'amitié » de Tehang Kai Chek. En ce qui concerne ces éditions elles-mêmes, je suis prêt à reconnaître sans conditions qu'il est préférable d'être un courtisan du gouvernement soviétique qu'un courtisan des rois du Pétrole ou de l'Intelligence Service. Mais la révolution prolétarienne ne serait pas une révolution prolétarienne si elle pouvait confondre ses rangs avec cette confrérie problématique sans espoir, vacillante.

Les courtisans contre l'opposition

Leur légèreté morale revêt des formes cyniques et actuellement même insupportables, lorsqu'en qualité de « amis de la maison » ils se mêlent aux questions intérieures du communisme. Une nouvelle preuve en est fournie par le numéro cité des *Masses nouvelles*. Quant au nom même de ce journal, il est paradoxal pour un journal de la bohème. Ces messieurs, voyez-vous, considèrent que mon autobiographie sera à la bourgeoisie contre le prolétariat, tandis que les *Masses Nouvelles*, *Monde* et autres publications similaires, sont vraisemblablement nécessaires au prolétariat contre la bourgeoisie. Cette aberration est tout à fait explicable : en fourmillant sur la périphérie des classes ennemies et en tournant constamment autour de leur axe, les Barbusse de tous les pays se trompent légèrement sur les positions respectives de la bourgeoisie et du prolétariat. Leurs critères sont simples. Etant donné que les travaux de l'opposition de gauche soumettent à une critique précise la politique intérieure de l'U.R.S.S. et la politique mondiale dans l'I.C., et étant donné que les folliculaires bourgeois se réjouissent méchamment de cette critique, et lâchent de l'utiliser, la question se résout d'elle-même : les courtisans sont de ce fait dans le camp de la révolution et nous, communistes de gauche, dans le camp de ses ennemis. La réincarnation et le déguisement de la bohème en arrive ici à un degré par trop apparent de Paillasse.

La bourgeoisie serait imbécile si elle n'essayait pas d'utiliser les dissentiments intérieurs dans le camp de la révolution. Mais est-ce donc l'autobiographie qui a posé la première cette question ?

L'exclusion du Parti du président de l'I.C., Zinoviev, et de l'un des présidents du gouvernement soviétique, Kamenev n'étaient donc pas un don pour la bourgeoisie ; la déportation de Trotsky, puis son exil, n'ont-ils pas donné à toute la presse bourgeoise mondiale, l'occasion la meilleure de faire de la propagande contre la révolution d'octobre. Et la déclaration du chef du gouvernement Rykov, et du chef de l'I.C. Boukharine, pour les libéraux bourgeois, n'est-elle donc pas utilisée par la bourgeoisie et la social-démocratie ? Ces faits portés à la connaissance du monde entier, sont pour la bourgeoisie d'un plus grand poids que les exposés théoriques ou les explications historiques de Trotsky. Mais qu'est-ce que cela peut faire à la bohème anarcho-conservatrice ? Elle prend tout ce

qui précède, contresigné par l'estampille officielle, comme quelque chose de donné et de définitif. Chaque jour, ils recommencent leur comptabilité du début. La critique du régime stalinien n'est pas admissible à leurs yeux, non parce que l'idéal stalinien est juste, mais parce que les staliniens sont au pouvoir. Je le répète : ce sont des courtisans du régime soviétique, mais non des révolutionnaires.

Car, pour les révolutionnaires, la question se résout par la ligne de classe, par le fond des idées, par la position théorique, par les perspectives historiques, par les méthodes politiques de chaque parti en lutte. Si on considère, comme nous l'estimons, et comme nous l'avons démontré par l'expérience des 6 dernières années à l'échelle mondiale, que la politique de la fraction stalinienne affaiblit la révolution d'octobre, a causé la perte de la révolution chinoise, prépare la défaite de la révolution hindoue, et rongé l'I.C., alors, — et seulement alors — notre politique est justifiée. Que la bourgeoisie reprenne des débris de notre juste et inévitable critique ? bien entendu. Mais est-ce que cela change quelque chose à l'essentiel du principal problème historique ? La pensée révolutionnaire ne s'est-elle pas toujours développée grâce à une lutte intérieure acharnée, au feu de laquelle la réaction a toujours tenté de se réchauffer les doigts ? Je note cependant entre parenthèses que toute la presse bourgeoise, en commençant par les *Masses Nouvelles* et en finissant par l'*Arbeiter Zeitung* austro-marxiste, dans ses appréciations politiques de la lutte de l'opposition de gauche, est avec le centrisme stalinien, et se trouve incommensurablement plus près des centristes que de l'opposition de gauche, ce qu'elle ne cache jamais.

Par conséquent, sans parler du reste, les « amis » et les « défenseurs » de la révolution, n'ayant rien de commun avec les masses anciennes et nouvelles, dénaturent grossièrement le tableau véritable de la distribution des sympathies et des antipathies de la bourgeoisie et des social-démocrates. D'ailleurs, la falsification est une qualité indispensable des courtisans. Dans l'article sur Mayakovsky je suis tombé en feuilletant le numéro des *Masses nouvelles*, sur le nom de Racovsky. J'ai parcouru une dizaine de lignes, et bien que je sois assez habitué, je suis resté ébahi : on raconte comment Mayakovsky « détestait la guerre ». (« Détester la guerre »). Quelle formule triviale pour exprimer la position des révolutionnaires sur la guerre ! et comment au contraire, Racovsky « se jetait avec ses poings » à Zimmerwald, sur Lénine et Zinoviev pour leur lutte révolutionnaire. Racovsky est mentionné ici sans raison, rien que pour raconter cette calomnie. Et il faut bien la raconter, puisque Racovsky est en exil, et que cet exil doit être justifié. Et voilà où le courtisan devient un ignoble valet. Il raconte cette stupide calomnie au lieu de raconter, puisqu'il parle de Racovsky et de la guerre, avec quelle vaillance révolutionnaire Racovsky luttait contre la guerre sous la grêle des calomnies de la presse qui le traquait, des coups et des persécutions de la police ; car c'est pour cette lutte, n'est-ce pas, que Racovsky fut emprisonné à Jassy par l'oligarchie roumaine, et ce n'est que l'armée russe révolutionnaire qui lui a évité le sort de Liebknecht et de Rosa Luxembourg.

Il est temps de finir. Si la révolution d'Octobre avait dépendu de ses courtisans futurs, elle n'aurait jamais vu le jour. Et si son sort ultérieur dépendait d'eux, la révolution serait vouée à la ruine. Garantir l'avenir de la Russie soviétique et frayer le chemin de la révolution mondiale, le prolétariat ne le pourra que par une juste politique. Cette politique, il faut l'élaborer, la fonder théoriquement, la défendre avec bec et ongles, contre tout le monde, et si c'est indispensable contre les « hautes institutions » qui se sont élevées (ou descendues) sur le dos de la révolution d'Octobre.

L. TROTSKY.

L'*Humanité* est aujourd'hui le principal canal de toute agitation et propagande du parti. C'est donc vers sa destruction que convergent, depuis plus d'un an déjà, les efforts des chiens de chasse du capital. La bourgeoisie veut enfin se débarrasser de ce grand journal de masse qui, seul, quoique d'une manière déformée, malsadroite, bureaucratique, tente de lui opposer le défaitisme révolutionnaire communiste, qui, seul, dénonce la rationalisation et l'exploitation croissante du prolétariat, s'élève contre la répression et le fascisme, et dénonce la préparation à une nouvelle guerre impérialiste. Et c'est aussi vers l'*Humanité* que battent encore les coeurs de certaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires, malgré son bluff quotidien, malgré ses calomnies et ses injures à l'égard de l'opposition bolchévik-léniniste russe, et à l'égard de tous ceux qui veulent régénérer sa ligne politique, et qui critiquent ses erreurs.

La défense de l'*Humanité*, liée à la lutte contre la répression capitaliste, est maintenant une des tâches politiques les plus importantes du mouvement ouvrier révolutionnaire de France.

Les ouvriers doivent répondre largement à l'appel de l'*Humanité*. Mais il faut que le produit de leurs efforts ne soit pas perdu. Sinon dans quelques semaines on les mettra en présence d'un nouveau déficit. Là aussi, le régime bureaucratique exerce ses ravages. C'est après coup qu'on met les ouvriers au courant des manœuvres faites autour de la B.O.P., autour de l'Orphelinat. Il y a quelques mois, devant l'agression de Tardieu, les ouvriers apprenaient subitement que l'*Huma* devait trois millions à la B.O.P. Maintenant on les met en présence d'un nouveau trou d'un demi-million.

Les ouvriers doivent exiger un contrôle sérieux sur les millions qu'ils apportent à leur journal. Ils doivent exiger la réduction des dépenses désordonnées (plusieurs milliers de francs pour suivre le Tour de France chauvin). Il faut en finir avec l'incapacité des bureaucrates agissant en dehors de tout contrôle.

Le sort du journal est lié à son contenu politique. C'est le délire de la « troisième période » qui a éloigné des dizaines de milliers de lecteurs du journal. L'*Humanité* ne tire plus qu'à 170.000, d'après Cachin lui-même. La ligne politique absurde réduit le nombre des lecteurs de l'*Humanité*, tout comme elle chasse les ouvriers du parti et des syndicats, tout comme elle affaiblit l'influence du parti communiste.

Pour défendre l'*Huma*, il faut lui imposer une politique juste. Sinon, malgré tous les sacrifices des ouvriers, la chute du tirage de 250.000 à 170.000 ne fera que se précipiter.

L'opposition de gauche est la tendance marxiste du parti ; elle en est une fraction ; elle ne lutte pas pour des buts propres à elle, mais pour le redressement du parti, qui est son parti. Son devoir est donc de se placer à l'avant-garde pour la défense de l'*Humanité*, d'appeler le prolétariat à se ranger autour de son journal. Mais, tout en s'élevant contre la répression, tout en défendant l'*Humanité* en danger, l'opposition de gauche ne doit pas cesser en même temps de critiquer les erreurs de la direction, de présenter partout devant les ouvriers, et d'imposer avec leur aide à la direction, la plate-forme et les solutions vraiment communistes, acquises sur la base de la riche expérience historique du marxisme, qui redonneront au parti sa place de guide révolutionnaire de la classe ouvrière.

C'est le seul moyen de ne pas rendre la défense de l'*Humanité* inopérante. C'est le seul moyen de ne pas voir dans quelques mois l'*Humanité* de nouveau acculée au désastre. C'est le seul moyen d'empêcher que les sous que nous appelons les ouvriers à porter à leur journal ne soient pas perdus.

Déjà, dimanche, à la réunion du groupe de Paris une collecte a été faite dont nous avons envoyé le montant à l'*Humanité*. Nous persévérerons, là aussi, dans nos efforts pour renforcer notre parti.

C. (membre du parti).

APRÈS L'ASSASSINAT DE BLOUMKINE STALINE ET SON AGABEKOV

L'émigration blanche fête une nouvelle victoire dont nous avons déjà parlé dans la *Vérité*, et sur laquelle il faut insister. Un nouvel agent soviétique, Agabekov, vient de passer dans son camp ; il se trouve sous la protection spéciale des agents de Tardieu. Le triomphe des blancs n'est pas dépourvu de fondement : un collaborateur responsable de la Guépéou est passé dans leur camp. Il préparait ou a déjà préparé un livre dans lequel il dévoile l'activité de la Guépéou en Orient. Le modèle de ce genre de livre a été donné par Bessedovsky : les secrets et les affaires clandestines qui sont inévitablement liés avec la lutte de classe du gouvernement ouvrier contre les ennemis impérialistes sont entremêlés par ces messieurs d'inventions et de calomnies, selon le goût des commanditaires. La presse blanche raconte déjà, étonnée, les grands services que le stalinien d'hier Bessedovsky a rendus à la Siguranza roumaine, par ses révélations sur le gouvernement soviétique. Agabekov commence par donner directement l'adresse de l'agence secrète à l'étranger. A son travail de dénonciation il a passé les derniers mois passés à Constantinople d'où il arriva directement de Moscou. Ainsi, il ne s'agit pas d'un fonctionnaire qui avait passé quelques années à l'étranger sans le quitter, et « qui s'est détaché » ainsi de son pays. Non, il s'agit d'un homme éprouvé dans un travail de longue date à Moscou même, et nommé tout récemment à un nouveau poste. C'est un homme doublement éprouvé, c'est-à-dire au point de vue de son travail et au point de vue de la ligne du parti. S'il n'en était pas ainsi, Agabekov n'aurait pas été nommé à un poste encore frais du passage de Bloumkine. Car telle est l'ironie tragique du sort de Staline : ayant tué Bloumkine il n'a trouvé pour le remplacer personne d'autre qu'Agabekov.

Nous recevons maintenant une confirmation de première source : Agabekov a déclaré aux journalistes que Bloumkine fut fusillé pour son « trotskysme », et que lui, Agabekov, fut appelé à Moscou comme un partisan inflexible de la ligne générale. Il fut initié à toute la situation aussi bien sous l'angle de son travail spécial, que du « trotskysme ». Des experts du stalinisme comme Menjinsky, Yagoda, Trilisser (ne se sont-ils pas adjoint Yaroslavsky pour ce choix?) n'ont pas trouvé la moindre tache sur la figure politique d'Agabekov. Après une vérification et une instruction aussi autorisée, il fut envoyé à Constantinople pour remplacer Bloumkine, fusillé quelque temps avant par Staline. Et voilà qu'immédiatement après son arrivée Agabekov se mit à écrire un livre ou plutôt un rapport aux agents de l'impérialisme mondial sur le travail clandestin de la Guépéou et de l'I.C. en Orient. Le livre fini, il s'est rendu avec lui à Paris et s'est mis aussitôt sous la protection des agents de Tardieu.

Le sûr diplomate de Staline, Bessedovsky, avant d'enjamber le mur de l'Ambassade pour rendre service à la Siguranza roumaine, disposait de toutes les affaires et les documents que Rakovsky contrôlait. Ce n'est pas tout. Bessedovsky a participé directement à l'exclusion de Rakovsky du parti. Christian Georgievitch Rakovsky n'était pas assez « sûr » : d'abord il n'admettait pas qu'on pût construire avec le koulak un vrai socialisme russe, ensuite, il niait qu'on pût supprimer le koulak en deux ans par le moyen de la Guépéou. Et comme un élément pas « sûr », et par « conséquent » qu'il était, Rakovsky fut placé dans des conditions qui l'empêchèrent de continuer son travail révolutionnaire ininterrompu depuis 40 ans, et qui l'exposent à la ruine physique. La mort pour Rakovsky ! La voie libre pour les Bessedovsky !

A partir de 1924, une règle fut établie dans la Guépéou, puis dans l'armée, en vertu de laquelle les communistes sont tenus, non seulement à remplir leur devoir envers le parti, mais aussi à penser à chaque instant comme pense le comité central. Par la suite,

cette règle fut étendue à l'ensemble du parti et complétée par une autre : le Comité central doit penser comme Staline. Après cela le monolithisme stalinien paraissait assuré à 100 p. cent. Mais voilà qu'une brèche s'ouvre : n'ayant pas le droit de penser, de douter, ni de raisonner, les stalinien monolithiques ont commencé à sauter directement du haut de leurs postes responsables à la Sûreté générale française, britannique et roumaine.

En pleine bataille de Staline-Boukharine contre les trotskystes, les centristes traînent une immense queue réactionnaire qui va les frapper à la tête. Les Bessedovsky, les Agabekov, sont une partie de cette queue pesante. Des thermidorien débâchés se sont révélés complètement à l'étranger, car là, il n'y a qu'un mur qui les sépare de leur véritable maître. Et en U.R.S.S. ? Combien y a-t-il de pareils Bessedovsky et Agabekov dans chaque institution, dans chaque région et dans chaque rayon ? Qui pourrait en faire le compte, puisqu'ils sont eux-mêmes les comptables ? Qui en épurera le parti, puisque ce sont eux qui épurent les autres ? Qui apercevra leurs « hésitations », puisqu'ils n'hésitent jamais jusqu'au moment où ils trahissent complètement.

L'Opposition internationale ne serait pas digne de son nom si elle n'était pas capable de tirer de l'affaire Agabekov toutes les conclusions nécessaires et de les expliquer aux ouvriers communistes. Il faut obliger chaque membre de l'I.C. à examiner à fond le fait que Bloumkine, le soldat irréprochable de la révolution ait été fusillé par Staline pour « trotskysme ». A la place de Bloumkine, on a envoyé le fidèle stalinien Agabekov, qui a passé immédiatement au service de la police impérialiste.

Les Agabekov constituent une couche énorme de la bureaucratie stalinienne, ils sont un produit légitime du régime stalinien. Les fonctionnaires peuvent fermer les yeux sur ces faits. L'ouvrier révolutionnaire doit discerner d'après les symptômes le péril grave.

A propos d'un article de Zinoviev : « Comment nous avons failli perdre Lénine »

Dans le numéro du 17 juillet de la *Pravda*, Zinoviev rappelle les événements postérieurs aux journées de juillet 1917, trois mois avant l'insurrection. A cette époque le gouvernement de Kérénsky lança un mandat d'arrêt contre Lénine « considéré comme responsable des troubles » et l'obligea à se cacher en Finlande. De nombreux militants, dont Noguine et Alexieiev voyaient là un acte de lâcheté : en fait si Lénine n'avait pas agi ainsi, il aurait partagé le sort de Liebknecht et Rosa Luxembourg.

Zinoviev profite de l'occasion pour montrer une fois de plus son repentir sincère, adresser de plates flagorneries à Staline et calomnier basement Trotsky. Malheureusement cela ne lui servira de rien ; Staline sait parfaitement à quoi s'en tenir sur la sincérité de Zinoviev et le seul résultat obtenu sera d'accumuler un peu plus de mépris autour de lui, si toutefois il n'a pas encore atteint la limite maxima au-delà de laquelle on ne peut plus être souillé.

Citons un passage de l'article en question : « Dans la fameuse autobiographie de Trotsky, on peut lire entre autres élocutions que Lénine a sur-estimé en juin 17 la combativité de l'adversaire : « ... La fraction bolchevik se sent orpheline... » et envoie une délégation à Trotsky : « Lénine n'est pas là — dit Mouralov — (Quelle est la valeur du témoignage du trotskyste Mouralov ?) et Trotsky est le seul qui ait compris » — Ceci est aussi peu vrai que la chose suivante : « Au moment de l'insurrection d'Octobre, le Parti a lié son sort au nom de Trotsky... etc... etc... »

Régime de dictature et crise parlementaire en Allemagne

N'ayant pas obtenu de majorité parlementaire pour ses lois fiscales (impôt par tête, impôt sur les célibataires, etc.), le gouvernement allemand (Brüning-Treviranus) a annoncé le 17 juillet l'application des lois fiscales par décret d'exception, grâce à l'article 48 de la constitution. Par cette démarche le gouvernement Brüning s'est mis en contradiction ouverte avec la constitution même de la République bourgeoise allemande, car l'article 48 prévoit bien des lois d'exception en temps de troubles, mais non pas l'application de lois fiscales par décret contre une majorité parlementaire.

Lorsque, le 18 juillet, la motion du parti socialiste et du parti communiste demandant le rejet des lois d'exception fut votée par 236 voix contre 221, le gouvernement dissout la Chambre avec le consentement de Hindenburg et décida de nouvelles élections pour le 14 septembre. Entre temps c'est le gouvernement Brüning qui conservera le pouvoir grâce à l'article dictatorial (48) qui est, comme nous venons de le dire, en contradiction ouverte avec la constitution de Weimar elle-même, constitution de la République bourgeoise du 11 août 1919.

Avant que le gouvernement Brüning ne prit cette voie, le parti social-démocrate avait demandé avec insistance sa participation au pouvoir, à la seule condition que l'impôt par tête soit abandonné. Le gouvernement déclina dédaigneusement cet acquiescement de la part du parti socialiste.

D'autre part le gouvernement s'adressa aux nationalistes afin d'obtenir leur secours pour faire passer sa loi fiscale à la Chambre. Le prix que demandait Hugenberg était un bloc stable de la droite, non seulement dans le Reich, mais aussi en Prusse, où actuellement le parti Brüning, le Centre, gouverne en communauté avec le parti social-démocrate. Cette exigence signifiait la remise de la direction du bloc bourgeois entre les mains de l'aile demi-fasciste de Hugenberg, qui fut aussi

repoussée par le gouvernement. Par suite, les nationalistes votèrent avec le parti social-démocrate, le parti communiste et les nationaux-socialistes, contre le gouvernement ; mais cela eut comme conséquence dans le camp des nationalistes, la séparation de l'aile des grands agrariens avec le comte Westarp et 25 députés qui votèrent pour le gouvernement et qui constituent maintenant un groupe politique séparé.

Le passage de la bourgeoisie au régime de dictature est un des symptômes les plus importants de la crise croissante de la démocratie bourgeoise.

Le capital monopolisateur allemand, puissamment fortifié, fait les plus grands efforts pour transformer sa position économique prédominante en un pouvoir politique stable. La façon dont se produit ce processus, voilà à présent la question essentielle pour la tactique du parti communiste.

Le Parti a dit d'abord que l'application de l'article 48 était la proclamation de la dictature fasciste. Cette appréciation qui est la négation des contradictions entre le régime de dictature et le fascisme, fut abandonnée dès le 18 juillet, et la direction du Parti se décida à proclamer que le régime de la dictature était une étape vers la dictature fasciste. La bourgeoisie veut-elle, vraiment conférer au fascisme le pouvoir politique, le fascisme est-il « la forme gouvernementale classique du capital monopolisateur » comme l'affirme la droite (Thalheimer) ?

Le but de la bourgeoisie n'est évidemment pas identique aux forces agissantes à l'intérieur du fascisme. La crise de la démocratie bourgeoise renforce les tendances fascistes dans les masses paysannes et petites-bourgeoises. Ces masses, que la crise croissante de l'industrie et de l'agriculture pousse au désespoir, ne peuvent pas se contenter du fait que le fascisme soit englobé dans le bloc bourgeois. Elles sont forcées d'entrer dans la voie du renversement politique, parce qu'elles espèrent sur cette voie un changement radical des conditions sociales devenues insupportables.

Le passage vers le régime dictatorial a encore accentué la crise politique. Le nouveau Reichstag du 14 septembre sera le reflet de cette accentuation. Les forces du centre bourgeois seront effritées, le fascisme sera sans doute le parti bourgeois le plus fort, le parti socialiste et le P.C. sortiront sans doute de la lutte électorale sans altération appréciable.

L'accentuation aiguë de la crise économique ne s'atténuera pas, mais elle grandira. Les fermetures d'usines et le nombre des chômeurs s'accroissent. Le commerce extérieur de l'Allemagne est en régression ; pour le seul mois de juin cette régression se monte à 186 millions. La crise économique mondiale met son empreinte sur l'économie allemande.

Le Parti annonce déjà l'effondrement prochain du capital allemand ; pour lui l'issue immédiate est la révolution. Et il ne voit pas l'immense danger qu'exprime le fait que la classe ouvrière s'accroisse de la réduction des salaires sans y opposer une résistance sérieuse, qu'elle a appris l'établissement du régime de dictature, sans rien y objecter. L'optimisme bureaucratique qui ne veut pas voir que le facteur décisif est le Parti communiste lui-même, qui met aujourd'hui son espoir dans l'activité spontanée des masses et dans l'effondrement automatique, pour rejeter demain les fautes sur les masses et sur les cadres du Parti, lorsqu'au lieu de la révolution ce sera la contre-révolution qui grandira — voilà en ce moment le plus grand danger. — K. L.

SOUSCRIPTION

POUR LA « VERITE »

Voici le montant de la souscription de la semaine :

Mussigmann 2 fr. — S.B. 100 fr. — Un groupe de camarades, 300. — Aubeur 10 fr. — Souscription de la semaine du 4 au 21 (groupe de Paris), 75 francs. — Des camarades juifs en Belgique, 5 fr. 75.

Total : 492 fr. 75.

Total général : 10.826 fr. 05.

ABONNEZ-VOUS!

SOUSCRIVEZ!

ECRIVEZ-NOUS!

LA VIE OUVRIÈRE

AVANT LE CONGRÈS DE L'I.S.R.

Nouvelle réponse du Bureau Fédéral de l'Enseignement

La ruse dernière du Bureau confédéral avait été la nomination d'office et par ses soins, du « délégué » censé représenter la Fédération de l'Enseignement, Fédération dont le Bureau confédéral continue à feindre d'ignorer qu'elle est partie intégrante de l'Opposition unitaire.

Le Bureau fédéral de l'Enseignement, par une nouvelle lettre, que nous donnons ci-dessous, prévient le Bureau confédéral qu'il ne tombera pas dans son piège et montre l'audace impudente de la Direction Monmousseau-Gitton prétendant appliquer la « démocratie syndicale ».

Il maintient sa proposition d'envoyer au congrès de l'I.S.R. une délégation véritable.

La direction de l'Enseignement à la C. E. Confédérale

Votre réponse du 12 juillet confirme en tous points que votre invitation au V^e Congrès de l'I.S.R. n'était que pure démagogie.

Vous adressez publiquement une invitation aux dirigeants de l'enseignement, puis sans les consulter vous désignez d'office un camarade qui n'appartient même pas à la direction fédérale et n'a de ce fait aucun mandat pour parler au nom de la Fédération.

Et c'est dans le même temps que vous déclarez attacher une grosse importance à ce que les délégués au V^e Congrès soient désignés par la base, pour qu'ils ne représentent pas qu'eux-mêmes ! Votre « démocratie syndicale » est vraiment bien élastique et quelques-uns des principes que vous invoquez dans votre lettre nous apparaissent bien nouveaux.

La représentation d'une minorité à la C.E. confédérale ? Elle n'a été, vous le savez comme moi, qu'une manœuvre politique qui n'a pu être acceptée par le Congrès confédéral que parce qu'elle a été imposée aux délégués membres du parti communiste.

Les partisans de la majorité confédérale ne revendiquent-ils pas comme un droit leur représentation dans les organismes de direction aux mains des oppositions syndicales ? Mais ils n'en poussent pas moins des clameurs indignées chaque fois qu'ils en sont exclus, criant au viol de la démocratie syndicale.

Et vous commettez une singulière erreur, voulue ou non, lorsque vous affirmez qu'à la Fédération de l'Enseignement nous avons soutenu votre toute nouvelle façon de comprendre la démocratie syndicale. En effet l'art. 14 de nos statuts fédéraux reconnaît le droit aux oppositions d'être représentées au Conseil fédéral, et nous avons toujours laissé à ces oppositions le soin de désigner elles-mêmes leurs représentants.

Et je souligne à ce propos que vos partisans de la majorité confédérale, dans les propositions de modifications aux statuts qu'ils présenteront à notre prochain Congrès, maintiennent le droit aux oppositions d'être représentées.

C'est donc bien nous, et non pas vous, qui pouvons nous revendiquer de la démocratie syndicale, et vous ne pourrez esquiver la responsabilité de la « manœuvre politique » que vous voudriez d'avance nous imputer.

Et cela d'autant mieux que nous sommes obligés de souligner vos contradictions et revirements « opportunistes », puisque après le refus par la C.E. confédérale de faire représenter au V^e Congrès de l'I.S.R. le Comité pour l'Indépendance Syndicale, refus voté à l'unanimité moins une voix, vous désignez dans la délégation deux membres de cette opposition, contre un de l'Opposition Unitaire.

Quant à votre façon, au sujet des fonds à recueillir, de parler de notre

délégué elle est plus que risible, puisque ce délégué est désigné d'office par vous sans que nous ayons à donner notre appréciation sur son choix, sans doute parce que la « démocratie syndicale » vous rend plus aptes que nous à juger qui peut nous représenter.

Nous ne pouvons donc être dupes de vos manœuvres, que nous dénonçons comme des comédies politiques sous le couvert d'une démocratie syndicale frelatée.

Dans ces conditions, et conformément à la décision du Bureau Fédéral du 10 juillet, la Fédération de l'Enseignement ne peut que décliner toute responsabilité dans sa non participation au Congrès de l'I.S.R.

Pour la Fédération de l'Enseignement.

Le Secrétaire,
J. AULAS.

DANS LE NORD

La lutte contre les assurances sociales de la bourgeoisie

En fait de succès dans leur politique contre la loi d'eserquerie et de mouchardage, les chefs destructeurs du communisme en France n'ont pour ainsi dire que les grèves du Nord à citer. Et naturellement c'est grâce à eux et à leur « juste » politique que sur certains points les ouvriers engagent la bataille.

Déjà l'on fait croire que la vague est irrésistible et les officiels écrivent sans rire dans l'Enchaîné du 15 juillet que la loi est presque par terre.

Dans l'ensemble de la France le P.C. et la C.G.T.U. n'ont pas réussi — et pour cause — à dresser les ouvriers lors de l'application de la loi. Même dans le Nord si nous pouvons nous réjouir de la lutte des textiles d'Armentières-Houplines, nous n'avons pas le droit de crier « Victoire » pour cacher la réalité. Or quelle est la réalité ? Dès la première retenue quelques petites grèves partielles dans Lille et sa banlieue, qui se terminent par l'échec. Certaines continuent encore, mais risquent beaucoup de subir le même sort que les premières étant donné qu'elles ne sont que partielles et que les grévistes ne sont pas suivis par les ouvriers des autres usines.

A Roubaix quelques petites grèves dont quelques-unes sont déjà liquidées. A Tourcoing, rien.

Dans la métallurgie de la région de Lille aucune grève, même situation dans les régions de Valenciennes et de Maubeuge.

Dans le bâtiment de Roubaix-Tourcoing les entrepreneurs ont pris la cotisation ouvrière à leur charge et font reste dans le calme. Dans quelques autres petites entreprises de la région, pour éviter la grève, les employeurs ont fait de même ou ont accordé une petite augmentation en compensation de la retenue opérée sur les salaires.

Il est certain qu'un mécontentement sérieux existe parmi la classe ouvrière de la région du Nord, mais ce mécontentement ne se traduit pas par une lutte gréviste. Les ouvriers sont méfiants, craignent la défaite et il semble que leur objectif consiste simplement à obtenir qu'on ne retienne rien de leur paie déjà si maigre, ou qu'on leur accorde une petite augmentation compensatrice.

Rappelons ici qu'un tel état d'esprit chez les ouvriers est le résultat de la propagande acharnée des chrétiens et des réformistes et de la carence du P.C. et de la C.G.T.U.

La grève générale dans le Textile à Armentières-Houplines

Armentières et Houplines furent les seules localités où dès l'application de la loi, les ouvriers réagirent vigoureusement, entraînant de force dans la bataille les or-

ganisations syndicales des diverses tendances. Les militants du syndicat régional du textile ont facilement réussi à généraliser la grève et ont créé ainsi les conditions nécessaires à la victoire : contre le versement ouvrier, pour l'augmentation des salaires.

A première vue il peut paraître paradoxal que ce soit à Armentières qu'ait lieu un tel mouvement, alors que l'organisation unitaire y est excessivement faible sans militants capables ayant de l'influence sur les ouvriers, tandis qu'à côté existe un syndicat chrétien puissant et actif. La raison essentielle de ce mouvement puissant et spontané est celle-ci :

Les ouvriers et ouvrières du textile d'Armentières sont les plus exploités et les plus mal payés de la région. Des tisserands y travaillent toute une semaine pour 120 frs, des femmes y gagnent 80 francs, pour 50 heures de travail. C'était la misère dans presque tous les foyers ouvriers.

Profondément divisés, sans organisation capable, conservant le triste souvenir de leurs défaites et notamment de celle de 1928, les exploités d'Houplines-Armentières se résignaient et semblaient attendre un événement exceptionnel qui allait cimenter le bloc des exploités pour engager la bataille contre les maîtres des grands bagnes textiles. Cet événement est venu : c'est la retenue sur les salaires déjà misérables.

La grève dans le textile d'Armentières-Houplines est donc générale. Elle englobe un peu plus de dix mille ouvriers de toutes opinions. Les chefs chrétiens et réformistes n'ont pas pu arrêter cet admirable mouvement mais déjà ils manœuvrent dans la coulisse pour tenter de le liquider au plus vite après avoir obtenu quelques avantages illusoire.

Y réussiront-ils ? Je pense que non, car l'esprit de lutte des grévistes est très fort mais encore faudra-t-il que nos dirigeants usent d'une politique juste de front unique et laissent de côté le « social-fascisme », la « politisation » et autres balivernes à la Gitton.

Albert CORNETTE

CHEZ LES CIMENTIERIERS

Le conseil des cimentiers a déclaré avant la grève du bâtiment : le moment n'est pas favorable à la grève, les ouvriers ne feront pas grève avec enthousiasme, chose indispensable pour la victoire.

Quelle belle occasion pour les Gitton et Monmousseau de faire du conseil syndical des cimentiers composé dans la majeure partie des camarades travaillant à l'établissement — le bouc émissaire.

La fraction communiste qui se tenait avant l'assemblée du 20 n'encaissa pas le coup car les camarades travaillant sur les chantiers savent par expérience ce que valent les phrases sur la radicalisation. Le nombre des voix pour la résolution de la commission des grèves était égal au nombre de voix contre. Il en était de même à l'assemblée du dimanche. La résolution de la commission des grèves obtenait environ 30 voix de majorité.

Cette assemblée était préparée d'une façon singulière. Des articles paraissaient dans l'Humain exprimant uniquement le point de vue des 100 % (voyez démocratie syndicale). En outre, la XX^e U. R. diffusa un tract contre le conseil syndical des cimentiers sur les chantiers. Ce sont vraiment de drôles de méthodes pour le recrutement syndical.

Et l'argent vient aussi des camarades en désaccord avec les Gitton et Cie, qui n'ont pas plus mal que n'importe quel 100 % fait leur devoir et que l'on salit.

Malgré cela le vote n'était pas favorable à la majorité confédérale. Le communiqué creux paru le 21 dans l'Humain en est la preuve.

A l'heure actuelle nous ne connaissons pas encore les résultats de l'élection au conseil des cimentiers.

Les camarades ne se laisseront pas pousser dans les bras du Comité pour l'Indépendance. Avec l'opposition unitaire ils ouvriront pour un véritable redressement de la C.G.T.U. dans le sens communiste contre les démolisseurs. Monmousseau, Gitton et Cie.

UN CIMENTIER

DANS L'EST :

A Chaligny

Vendredi 17 courant, le conseil syndical des mineurs unitaires a été appelé à renforcer son bureau. Tâche des plus difficiles, du fait de l'hostilité ouverte des délégués majoritaires à mon égard. Malgré les votes successifs des assemblées générales qui les battaient à plate couture, notre petit noyau de minoritaires qui avaient pu pénétrer au bureau et s'y maintenir entendaient montrer qu'il était un peu là. Oubliant que la majorité du syndicat est oppositionnelle et minoritaire ils tinrent un langage tout à fait déplacé. Ils posèrent la question ainsi : tout ou rien. C'est-à-dire direction majoritaire ou minoritaire. A cette mise en demeure notre réponse fut catégorique. Nous voulions bien accepter la direction syndicale, mais avec un bureau complètement oppositionnel et ne pas garder dans notre conseil syndical des éléments qui au lieu de nous seconder nous auraient mis des bâtons dans les roues. Reprenant la formule d'un majoritaire qui disait : c'est une question de force, nous décidâmes de porter le différend devant l'assemblée générale des mineurs.

Mais alors là, nos majoritaires ont battu en retraite et ont accepté ma première proposition de former un bureau dans l'intérêt général des mineurs et comprenant les meilleurs militants qu'ils soient majoritaires ou minoritaires.

Mieux, montrant notre désir de clarté et afin de ne pas empêcher nos majoritaires de reconquérir la confiance des mineurs, nous avons accepté de distribuer gratuitement le numéro spécial de la « V. O. » qui nous attaque. Et nous demandons aux mineurs de réfléchir sur les deux méthodes : la première celle des majoritaires, celle du Bureau confédéral, nommant d'office un représentant oppositionnel (Dommanget ou Rollo) de l'I.S.R. sans l'avis de la Fédération à laquelle il appartient ni celui de l'Opposition qu'il doit représenter ; la seconde celle des camarades oppositionnels diffusant un journal dirigé contre eux, montrant ainsi qu'ils ne craignent pas la discussion.

Le 1er Août étant à l'ordre du jour, les majoritaires préconisèrent la grève. Ils furent battus, la grève étant matériellement impossible. Le conseil décida un meeting pour la soirée du 1er Août, précédé d'une bonne agitation sur le mot d'ordre de lutte contre les menaces de guerre, lutte qui sera étroitement liée à celle pour les revendications immédiates. C'est là, la méthode de lutte contre la guerre la plus efficace. On n'en saurait dire autant de celle de la direction confédérale qui impose et déclenche des grèves sans trop se soucier de leur réussite.

Georges PAGET

Dans une déclaration le Comité Central du Parti est obligé de reconnaître certaines de ses fautes.

Si vous voulez les mettre complètement à nu et comprendre leur origine, lisez :

La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale communiste

par L. TROTSKY

Un exemplaire : 3 francs

Prix par 10 exempl. : 20 fr.

En vente à LA VERITE

45, boulevard de la Villette

Paris (10^e)

LA VERITE

45, Boulevard de la Villette, Paris (entrée : 6, rue Henri-Feulard)

Permanence :

tous les jours de 14 h. à 19 h. 30

Lettre ouverte de la nouvelle Opposition à tous les membres du Parti Communiste Italien

Camarades,

1. — La crise qui vient de se produire au sein des organes dirigeants de notre Parti, et qui a amené à la création de la nouvelle Opposition, ne peut pas être expliquée (comme la direction officielle du Parti s'efforce de le faire croire) par un ensemble de « griefs personnels », de « lassitude », de « ralentissement des liens de cette Opposition avec le Parti et la classe ouvrière », et ainsi de suite. De telles explications ne peuvent servir qu'à cacher aux camarades la nature réelle des désaccords politiques et d'organisation sur la base desquels la crise actuelle s'est produite. En réalité, sans un très vif attachement au Parti et à la classe ouvrière, on ne peut pas lutter contre ceux qui désagrègent le Parti et la classe ouvrière par les zig-zag de leur politique équivoque. La base de la discipline prolétarienne léniniste est une juste politique révolutionnaire. Où une telle politique fait défaut, l'Opposition communiste devient inévitable et nécessaire. Et toute mesure administrative pour évincer cette Opposition reste impuissante et engendre des dommages. L'expérience de ces sept dernières années de l'Internationale nous en donne la preuve dans tous les pays. Pour ce qui est de l'Italie nous avons l'expérience des graves fautes commises envers les camarades de la Gauche, dont l'élimination des rangs du Parti a eu comme conséquence une baisse générale du niveau idéologique et de l'esprit de lutte de tout le Parti. La Direction actuelle, liée à la défense de sa politique fautive et équivoque ne peut pas profiter de cette expérience. C'est pourquoi elle continue à tromper les camarades et à désagréger le Parti en remplaçant, dans la lutte contre l'Opposition communiste qui se renforce et s'élargit au sein de tous les Partis de l'Internationale, les armes idéologiques par des mesures d'organisation.

Comment il faut lutter contre les erreurs de la direction

La nouvelle Opposition qui s'est créée au sein du Parti communiste d'Italie est persuadée qu'on ne peut défendre les intérêts du Parti et de la classe ouvrière que par une lutte ouverte contre les erreurs de la « direction », au lieu de s'accommoder à ces mêmes erreurs au nom d'une fausse discipline et d'une fausse conception de l'unité. L'unité et la discipline bolchéviques sont inséparables de la méthode de la démocratie prolétarienne et d'une juste politique révolutionnaire. A cause de cela pour avoir voulu dénoncer ouvertement à la classe ouvrière les positions politiques fausses et opportunistes de la Direction, et pour avoir demandé à leur sujet la discussion la plus large de tout le Parti, les camarades de l'Opposition ont été exclus d'abord des organismes dirigeants et de leurs postes de travail, ensuite aussi du Parti. Néanmoins, la tâche de l'Opposition reste quand même de réaliser dans le Parti et avec le Parti toute l'œuvre nécessaire de clarification, afin d'arrêter le cours néfaste de la politique opportuniste aux zig-zag continus, qui est la cause principale de l'affaiblissement de notre Parti et de toute l'Internationale.

2. — Les désaccords entre la nouvelle Opposition communiste et la direction du Parti se sont manifestés la première fois d'une manière ouverte, jusqu'à en arriver à des conclusions d'organisation déterminées, à la session du Comité Central de septembre 1929. A ce C.C. les représentants principaux de la direction actuelle du Parti (Ercoli, Garlandi), après avoir pendant des années collaboré avec Tasca et avoir accepté sa direction effective sur toutes les questions politiques, essayèrent une manœuvre, — qui à présent leur a complètement réussi, — pour jeter à l'eau Tasca en lui infligeant une défaite sur les questions russes auxquelles Tasca s'était « brûlé » en prenant position pour la droite boukharinienne, tout en sauvant en même temps le

« fascisme » dans les questions italiennes, en affirmant que toutes les positions prises par notre Parti sur ces questions au cours de la direction boukharinienne de l'Internationale, étaient *fondamentalement justes*.

A une telle manœuvre, possible seulement grâce à un manque absolu de principes et une absence complète de tout scrupule, la nouvelle Opposition a opposé une critique âpre et générale dont il résulte :

a) que la ligne suivie par le Parti italien dans toute la période de la direction boukharinienne, et caractérisée par le nouveau « Centre idéologique » Tasca-Ercoli-Garlandi imposé par l'Internationale au Parti, avait été *fondamentalement fautive et opportuniste*. Et ceci non seulement en ce qui concerne les positions politiques concrètes dictées au Parti sur les problèmes les plus importants de la vie italienne et de l'action de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, mais aussi, et surtout, parce que la ligne suivie par le Parti italien était étroitement liée à la ligne politique opportuniste de l'Internationale Communiste dont les manifestations les plus typiques, (et en même temps les plus douloureuses pour le prolétariat international), s'étaient caractérisées par la défaite de la révolution chinoise et la scandaleuse capitulation au sein du Comité anglo-russe. En effet, la ligne politique opportuniste suivie par la direction Boukharine-Staline de l'Internationale avait trouvé son expression caractéristique pour l'Italie dans la formule de la « révolution populaire », expression nettement concentrationniste et contre-révolutionnaire, sur laquelle, avait été basée, d'une manière plus ou moins équivoque, toute la politique du P.C.I. jusqu'au C.C. de septembre 1929.

b) Qu'un changement sérieux et radical s'imposait, comme conséquence, dans le cours de la politique du Parti italien, et que pour opérer un tel changement il fallait commencer au sein du Parti, du Centre à la base, une large auto-critique, examiner toutes les positions politiques prises par le Parti dans le passé afin de souligner les erreurs opportunistes accomplies et par conséquent aider le Parti à les éviter à l'avenir ;

c) Que cette critique, bien qu'avec les précautions nécessaires, devait s'élargir aussi aux problèmes d'organisation sur le terrain desquels des épisodes tout récents de légèreté avait coûté des pertes très graves au Parti en menaçant sérieusement tout son appareil et toute sa base.

Les fautes de l'opposition en septembre 1929

Malgré cette attitude adoptée par l'Opposition, cette dernière a toutefois commis au Comité Central de septembre 1929 des erreurs. Avant tout elle a commis la faute de ne pas lier suffisamment la critique des erreurs de droite accomplies par le Parti italien à la critique des erreurs accomplies dans cette même direction opportuniste de droite par toute l'Internationale Communiste. Une autre erreur de l'Opposition, et la plus grave, a été de consentir à cette date au compromis avec Ercoli-Garlandi, qui menaçaient de rompre l'unité du Bureau Politique au cas où la majorité aurait accepté de faire déclarer par cette session du C.C. que la ligne suivie par le Parti dans le passé avait été *fondamentalement fautive*. De ces erreurs de l'Opposition au C.C. de septembre 1929 les opportunistes ont profité, Ercoli en tête, pour revenir à la surface. Pour essayer de faire oublier les erreurs opportunistes de droite qui avaient caractérisé leur politique passée, ils ont adopté sur la situation italienne des positions d'un extrémisme enfantin, en accord avec le cours de la « III^e période » aujourd'hui en honneur dans l'Internationale.

3. — Notre Opposition a été la première au sein des organismes dirigeants du Parti à souligner l'importance des

épisodes de lutte vérifiés en Italie au cours des deux derniers mois de l'année passée, et la nécessité d'intensifier tout le travail du Parti. Elle caractérisa alors ces épisodes comme la confirmation de la reprise (commencée avec le Plébiscite) de l'activité des masses. Et le caractère violent et spontané de ces mêmes épisodes lui fournit matière à souligner l'instabilité de l'équilibre actuel imposé par le fascisme, et l'urgence pour le Parti de se préparer à accomplir sérieusement sa tâche d'avant-garde du prolétariat révolutionnaire. Pour atteindre ce but le Parti devait :

a) sur le terrain politique, ne pas accomplir un « tournant » vers de nouvelles erreurs, mais réviser ouvertement celles qui ont été accomplies dans le passé, et avec l'aide de tout le Parti fixer une politique juste répondant à la situation italienne, et par suite capable d'accélérer le réveil des masses et de les porter sur des positions plus avancées ;

b) sur le terrain de l'organisation le Parti devait, comme on l'a déjà dit, intensifier son activité en passant à la réalisation pratique des propositions d'organisation appuyées par l'Opposition au C.C. de septembre, et en repoussant avec la plus grande énergie toute tentative de retomber dans les vieilles erreurs qui eurent comme conséquence un affaiblissement général de toutes les organisations du Parti, donc, de son action politique parmi les masses.

Les erreurs de la « troisième période »

Quelles ont été les conclusions auxquelles, au contraire, est arrivée la majorité ? Avant tout elle a commis deux faux, le premier dans l'exagération consciente des épisodes de lutte afin de pouvoir tromper le Parti et l'Internationale et combattre déloyalement l'Opposition communiste qui se refusait de souscrire à la thèse officielle de « l'insurrection à nos portes » ; le deuxième consiste à donner un tableau amplifié des forces réelles du Parti en attribuant à ce dernier une préparation directe et une direction immédiate de ces épisodes qui, en général, se sont produits spontanément.

La Direction actuelle devait recourir à la falsification de ces faits afin de pouvoir organiser la campagne contre le « pessimisme » de l'Opposition, et en même temps prouver aux dirigeants de l'I.C. que la politique du P.C.I. avait été accordée avec la « troisième période ». Sur la base de ces falsifications — et sans tenir compte de la contradiction qui existe entre elles et les affirmations sur la disproportion entre les possibilités du Parti et la situation. — la majorité tirait la perspective de l'insurrection dans l'avenir immédiat en présentant pour la situation italienne le schéma suivant : « La crise économique et politique est mûre », « les larges masses sont dans la rue », « l'appareil étatique ne châtie plus comme auparavant les ennemis du fascisme ». « la situation va rapidement empirer de semaine en semaine », mieux, « de jour en jour », « le bloc révolutionnaire des ouvriers et des paysans est en Italie un fait accompli » ; « en Italie, non seulement la classe ouvrière, mais aussi les paysans et des larges couches de classes moyennes se posent le dilemme : « fascisme ou communisme ».

Par suite d'une pareille analyse de la situation la majorité considère que la lutte pour les revendications partielles économiques et politiques du prolétariat est déjà dépassée. Elle affirme que le problème du front uni ne se pose plus aujourd'hui sur le terrain des luttes partielles, mais sur le terrain de la lutte armée contre le fascisme. La tâche immédiate du Parti serait donc d'organiser la grève générale politique (les corrections successives faites par la Fédération des Jeunesses pour rectifier quelques-unes de ces positions erronées, n'ont fourni au Parti qu'une nouvelle preuve du manque de principe et du confusionnisme sincèrement

opportuniste de la direction actuelle de notre Parti). En parlant de son « examen » de la situation et de l'affirmation que *tous* aujourd'hui se posent le dilemme : « Fascisme ou Communisme », la majorité est arrivée à la conclusion que « le capitalisme a désormais perdu toute possibilité de manœuvre » ; que « la forme particulière d'organisation que le fascisme a donnée aux classes dirigeantes et à l'Etat est telle qu'elle empêche et coupe tout chemin à une reculade de la bourgeoisie » ; que « toute possibilité d'adopter, même provisoirement, une forme d'organisation étatique différente de celle du fascisme est exclue pour le capitalisme italien » ; que « nous passerons en Italie, nécessairement et directement, du fascisme (c'est-à-dire de la forme fasciste de gouvernement de la bourgeoisie italienne) à la dictature du prolétariat » ; que « la social-démocratie italienne, nous fait rire » ; « qu'elle est à Paris au café de la Rotonde en attendant que les industriels italiens l'appellent » ; que, « comme toutes les formations politiques intermédiaires, elle n'a ni ne peut avoir aucune base et aucune forme d'organisation en Italie » ; et que, par conséquent, « malgré sa bonne volonté », elle « ne pourra pas devenir le bureau du prolétariat italien. »

Telles sont les thèses fondamentales que la majorité a appuyées dans une véritable *olla podrida* devenue la plate-forme défendue par elle contre l'Opposition dans toute une série d'articles et au C.C. de mars 1930.

La thèse de l'opposition

Contre la plate-forme de la majorité l'Opposition a affirmé que les épisodes de luttes, encore sporadiques, qui se vérifient en Italie, sont extrêmement importants par rapport à la situation générale économique et politique du pays ; mais que ce serait un erreur de fixer la perspective de l'insurrection dans l'avenir immédiat sur la simple base de ces épisodes, sans tenir compte de la faiblesse du Parti, de l'état d'émiettement où sont encore les larges masses, et surtout sans tenir compte des rapports de forces existant entre la classe ouvrière et les forces ennemies. Le bloc ouvrier-paysan, loin d'être déjà un fait accompli, reste un des problèmes les plus formidables qui sont posés au Parti et que le Parti pourra résoudre seulement par une politique opposée tant au « fascisme » d'hier qu'à l'infantilisme d'aujourd'hui. Par suite, l'affirmation que non seulement le prolétariat, mais aussi des larges couches de la population travailleuse se posent dès *aujourd'hui* le dilemme : « Fascisme ou Communisme » est erronée. Ce dilemme historique est le dilemme que le Parti doit transformer en un dilemme pour toute la population travailleuse. La majorité donne donc comme accompli ce qui est encore à accomplir et demande, et demandera inlassablement les efforts les plus intelligents et plus opiniâtres du Parti. Les luttes pour les revendications partielles, économiques et politiques du prolétariat ne sont nullement dépassées ; la tâche du Parti est de trouver les mots d'ordre correspondant aux rapports de force actuels entre prolétariat et bourgeoisie, de mobiliser sur la base des nécessités immédiates les masses ouvrières et paysannes, d'unifier leurs mouvements économiques et politiques jusqu'à arriver à une situation dans laquelle lancer le mot d'ordre de la « grève générale politique » ne signifie plus seulement « s'accorder » avec le 10^e Plénum de l'I.C., mais s'accorder avec les rapports de force réels et avec les possibilités concrètes d'action du prolétariat italien.

L'affirmation que le capitalisme italien a désormais perdu toute possibilité de manœuvre, et que toute possibilité pour lui de se donner, même provisoirement, une forme de gouvernement différente de celle du fascisme est exclue, n'est qu'une manière de déguiser les problèmes que le prolétariat doit résoudre pour mener à bien la Révolu-

tion. Toute la façon dont la majorité pose ce problème est fautive. Cette majorité qui, hier encore, prêtait serment sur la « révolution populaire », qui aurait pu se transformer en révolution prolétarienne, déclare aujourd'hui que de la forme fasciste de gouvernement de la bourgeoisie on passera inévitablement et directement à la dictature du prolétariat.

Comment au contraire doit être posé le problème ?

En Italie, la seule révolution à l'ordre du jour est la révolution prolétarienne. Seule la révolution prolétarienne pourra renverser le fascisme. Mais le déchaînement de la Révolution prolétarienne est la preuve que ni la méthode fasciste de domination, ni la forme fasciste de l'Etat né de la défaite prolétarienne de 1919-1920, ne sont plus suffisantes pour garantir l'existence du régime bourgeois. Il est donc évident que la bourgeoisie, pour rester au pouvoir, tentera d'appliquer des méthodes de domination, et de s'adapter une organisation d'Etat qui lui permettent, pour une période plus ou moins prolongée, de briser la révolution, de consolider son pouvoir. La majorité ne toute possibilité pour une manœuvre de ce genre. En réalité cette manœuvre ne peut pas être exécutée. Qu'elle réussisse ou non, cela dépendra au contraire des rapports de force qui s'établiront entre prolétariat et bourgeoisie au cours de la lutte révolutionnaire, du degré d'influence que le Parti exercera sur le prolétariat, de la capacité du Parti à se mettre à la tête des masses et à les diriger, de la mesure où la social-démocratie aura été politiquement battue, enfin des rapports que l'avant-garde du prolétariat saura établir avec ses forces alliées (avec les paysans pauvres en particulier). Si la Révolution prolétarienne devait être encore une fois trahie et vaincue, si elle ne portait pas le prolétariat à la conquête du pouvoir, on ne pourrait pas exclure que la bourgeoisie se crée une nouvelle forme d'Etat et que cette forme d'Etat soit même la « République démocratique des travailleurs. »

Les forces de la contre-révolution

Car, en effet, pourquoi donc la social-démocratie italienne et la Concentration sont-elles dangereuses ? Précisément parce que, si notre Parti ne réussit pas à les battre, elles pourraient arrêter la révolution prolétarienne moyennant un « retour à la démocratie », et en cherchant à faire passer pour une victoire des masses ce qui ne serait que la défaite de la révolution. Une telle victoire ne signifierait nullement que le « fascisme se démocratise », mais signifierait que le capitalisme, utilisant particulièrement la social-démocratie et la Concentration, et utilisant les erreurs du Parti, réussirait à accomplir une manœuvre contraire à celle qu'il a accomplie en 1922. Nier une telle possibilité, ne pas voir un tel danger, c'est remplacer les tâches les plus formidables du Parti par l'optimisme contre-révolutionnaire des bureaucrates incapables de comprendre n'importe quel problème de la classe ouvrière.

Par conséquent, l'affirmation de la majorité que la social-démocratie italienne a fini de jouer un rôle dans la situation de notre pays, qu'elle « fait rière », que, « malgré sa bonne volonté, elle ne pourra pas être le bourreau du prolétariat italien », doit être considérée elle aussi comme une preuve de l'irresponsabilité qui caractérise la politique du Centre dirigeant actuel.

III. — Avant de se faire sur tous ces problèmes, la rupture ouverte entre la majorité et l'Opposition communiste s'est vérifiée sur les questions d'organisation. La diversité des méthodes qui s'est manifestée dans l'analyse de la situation politique, avait déjà amené à une différenciation de méthode dans la résolution des problèmes d'organisation qui, particulièrement dans la situation italienne, acquièrent une très grande importance pour les intérêts de la révolution prolétarienne. Etant donné que le sujet est délicat, l'Opposition communiste préfère ne pas entrer dans les détails. Le problème fondamental qui est à la base des désaccords d'organisation entre elle et la majorité, est le même que nous avons vu à la base des désaccords politiques. De même que dans

la fixation de la ligne politique la direction actuelle se base sur des simples schémas et non sur l'examen vivant de la situation concrète, dans les problèmes d'organisation aussi elle part de cette idée que le Parti « est une chose artificielle » (affirmation d'Ercoli), sans tenir compte des forces réelles du Parti et de l'interdépendance qui existe entre les possibilités de mouvement du Parti et la situation de la classe ouvrière.

Sur la base de faits que tout le monde peut contrôler, les directives d'organisation appuyées par l'Opposition se sont vérifiées comme les seules capables de permettre au Parti une intervention politique plus large dans la situation italienne. Il est hors de doute que le côté le plus négatif de la situation italienne est la faiblesse de notre Parti. Mais cette faiblesse ne peut pas être surmontée artificiellement, c'est-à-dire sans tenir compte de la situation actuelle de la base du Parti, et des conditions réelles dans lesquelles cette base doit opérer. Le plan d'organisation présenté par la majorité du Bureau Politique, et qu'en décembre on affirmait « devoir être réalisé au cours des semaines suivantes », s'est révélé être un bluff lamentable, une tentative de diversion pour masquer la fuite de la Direction devant les difficultés. Si l'on compare les affirmations faites en décembre par la majorité, avec le travail d'organisation réalisé dans ces derniers sept mois de la vie du Parti, on a la preuve la plus claire qu'aussi sur les questions d'organisation elle s'est fondamentalement trompée.

Les erreurs de l'Internationale

IV. — Les désaccords manifestés par l'Opposition sur les questions qui se rattachent à la politique de notre Parti dans la situation italienne, ne sont pas tombés à l'improviste. Ils sont un reflet de la situation qui existe dans l'Internationale. Dans tous les Partis de l'Internationale la politique faussée et oscillante des directions bureaucratiques a amené à des effets désastreux, bien que la situation objective ait offert à nos Partis des larges possibilités de se développer et de se renforcer. C'est à cause de cela qu'il est nécessaire de remonter des désaccords politiques et d'organisation sur les questions italiennes à la complexité des questions internationales.

Depuis trop d'années nous assistons dans la politique de l'Internationale à une succession d'erreurs qui vont particulièrement de la défaite de la révolution allemande en 1923 à la défaite récente de la Révolution chinoise. Contre cette politique d'erreurs poursuivie depuis sept ans et qui affaiblit et désorganise l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire, est née et lutte dans l'Internationale l'Opposition de gauche dont le noyau fondamental est l'Opposition bolchévique russe, ayant à sa tête Trotsky. La bureaucratie qui dirige l'Internationale s'est efforcée par tous les moyens de cacher, de falsifier les positions de cette Opposition. Il est temps que les prolétaires italiens aussi sachent que cette Opposition, malgré la campagne de calomnies déchaînée contre elle, représente la régénération de la doctrine communiste et de l'Internationale sans laquelle la révolution ne pourra pas avancer ni vaincre. Tous les faits qui se sont vérifiés au sein de l'Internationale et dans la Russie des Soviets ont confirmé que l'Opposition de gauche internationale est la seule qui a vu avec justesse, qui a posé et résolu d'une façon bolchévique les problèmes de la révolution au cours de ces dernières années, et a lutté avec grande énergie contre les erreurs de l'Internationale aussi bien sur la théorie du socialisme dans un seul pays, et le plan d'industrialisation de la Russie soviétique, que sur la politique communiste envers les paysans, ou les questions de la révolution en Orient, et toutes les questions fondamentales du mouvement international.

Il est faux d'affirmer que la nouvelle Opposition au sein du Parti communiste italien a été toujours d'accord avec l'Internationale. Plus d'une fois au sein du C.C. du Parti elle a exprimé ses désaccords avec les positions politiques erronées de l'I.C. En particulier nous avons affirmé à plusieurs reprises notre désaccord précis sur la méthode de direction bureaucratique de l'I.C. Nous devons dire, pour la vérité, que non

seulement nous, mais toute la direction de notre Parti était opposée à la méthode de direction de l'I.C. Le C.C. de notre Parti a manifesté ouvertement son désaccord en décembre 1928, en présence d'un représentant de l'I.C. Manouïlski, à l'occasion de la crise qui avait éclaté au sein du P.C. allemand et d'autres partis communistes. A cette occasion Ercoli au nom du C.C. du Parti a dit au représentant de l'I.C. ce qui suit :

1) « Le C.C. du P.C.I. est d'avis que si au sein du P.C. allemand s'est formé une opposition organisée, la faute en est exclusivement à la majorité du C.C. du P.C. allemand et à la direction de l'I.C. qui a empêché la minorité d'affirmer ses positions dans des réunions et dans la presse du Parti ; 2) Ce n'est pas avec de simples mesures administratives qu'on peut éliminer les oppositions, comme le pense la majorité du P.C. allemand, mais surtout sur le terrain de la lutte idéologique, et à la condition que le Parti ait une politique juste ; 3) C'est une erreur de transporter mécaniquement les méthodes appliquées dans le P.C. Russe, au sein des autres partis de l'I.C. » Telle était l'opinion de tout le C.C. de notre Parti en décembre 1928, opinion que le C.C. au complet a gardée jusqu'au 10e Plénum de l'I.C.

Mais la lutte que la Direction mène actuellement contre notre opposition et contre l'opposition internationale de gauche montre qu'à ce moment les actuels dirigeants opportunistes du P.C.I. cherchaient à se solidariser avec Brandler en Allemagne et avec la droite au sein du parti russe tandis que nous voulions seulement lutter contre les méthodes bureaucratiques et mécaniques de la direction de l'I.C.

Il est donc erroné d'affirmer que sur toutes les questions de la politique internationale il y a toujours eu accord au Comité Central de notre Parti. Par là nous ne pensons pas réduire ou atténuer les responsabilités que nous avons prises en acceptant si longtemps la politique faussée et équivoque du Centre de l'Internationale. Nous voulons reconnaître ouvertement nos fautes devant le Parti. Mais l'erreur principale que nous devons aujourd'hui reconnaître loyalement en face du Parti c'est de nous être rendus corresponsables des positions erronées du Parti et de l'Internationale, et de ne pas avoir trouvé plus tôt le courage révolutionnaire de lutter ouvertement contre ces positions erronées.

Notre Opposition, en développant jusqu'en ses conséquences la critique qu'elle avait entreprise sous la poussée des événements en Italie et internationalement, quand elle a voulu remonter aux complexes questions internationales, comme c'est la tâche de tout courant prolétarien, a dû s'orienter vers l'opposition de gauche internationale qui mène depuis plusieurs années une campagne serrée de clarification et d'orientation, avec laquelle notre Opposition souligne son accord.

Le problème du Parti

V. — En résumé : Tous les problèmes sur lesquels l'Opposition communiste affirme son désaccord avec la Direction actuelle ne peuvent être affrontés et résolus qu'avec le Parti. Mais afin que le Parti ait cette possibilité, il faut qu'il cesse d'être un instrument passif aux mains de l'appareil bureaucratique, et revienne à la méthode léniniste de la démocratie prolétarienne. Cette revendication est définie par la bureaucratie officielle comme un retour aux positions du menchévisme. Demander la discussion, la participation de la base à l'élaboration de la ligne politique du Parti, pour ces opportunistes c'est une revendication menchéviste. Jamais on a vu dénaturer d'une pire manière les principes qui régissent la vie et le fonctionnement des Partis communistes. Dans les thèses du 2e et 3e Congrès, élaborées par Lénine, ou avec son approbation, le principe qui est placé à la base de la vie de nos Partis est celui du centralisme démocratique. Ce principe a été dans la pratique de ces dernières années complètement piétiné ; et on lui a substitué le principe du centralisme bureaucratique, où réside le pire danger pour tout développement à venir de nos Partis.

Le C.C. de mars dernier a décidé la convocation du 4e Congrès de notre Parti. Ce Congrès ne pourra avoir d'ef-

ficacité dans la vie et dans le développement de notre Parti s'il ne se donne pas comme tâche de rétablir au sein du Parti l'unité de toutes les forces prolétariennes révolutionnaires sur la base des principes du marxisme et du léninisme, et s'il n'est pas l'expression vivante de ces forces, seules capables de régénérer le Parti et de faire de lui l'arme suprême de la révolution.

Ce qu'il faut faire

La nouvelle Opposition demande au Parti :

1). La réintégration dans ses rangs de tous les camarades de la nouvelle Opposition exclus, et de tous les camarades exclus dans le passé pour avoir défendu et appuyé la position de Bordiga ;

2). Qu'une discussion ample et franche soit faite sur la ligne politique générale du Parti et de l'Internationale dans ces dernières années ;

3). Qu'à la discussion et au Congrès soient admis les représentants de la nouvelle Opposition communiste et de l'ancienne fraction de gauche italienne ;

4). Que soit repoussée comme fondamentalement fautive la ligne politique suivie par le Centre du Parti en particulier depuis la fin de 1926, et que soit aussi repoussée en tant que politique aventuriste (masque de gauche de l'opportuniste) la ligne politique sortie du C.C. de mars dernier ;

5). Les thèses du Congrès de Lyon ne doivent pas être considérées comme une barrière au-delà de laquelle il n'est pas possible d'aller. L'abandon du mot d'ordre de l'Assemblée républicaine sur la base des Comités ouvriers et paysans » prouve au contraire que ces thèses aussi doivent être soumises au feu de la critique sur la base des principes fondamentaux du communisme et de l'expérience politique accumulée par le Parti et l'I.C. au cours de 10 années de lutte ;

6). Etant donné que les fautes de notre Parti ne sont que le reflet des erreurs de la direction de l'Internationale, notre Parti doit lutter pour redonner à l'I.C. une vraie direction bolchévique léniniste capable de remplir son rôle de guide du mouvement révolutionnaire international ;

7). Le Parti doit mener une action vigoureuse sur la base des revendications partielles du prolétariat et des masses travailleuses, comme moyen efficace pour leur mobilisation contre le capitalisme italien. Le Parti doit se poser la tâche de l'organisation, de l'unification des luttes partielles des ouvriers et des paysans afin d'en accroître l'efficacité, de les élargir, de les rendre plus radicales dans les méthodes de lutte et dans les buts, les liant toujours aux buts finaux de l'action révolutionnaire du prolétariat : le renversement du capitalisme italien et l'instauration de la dictature du prolétariat ;

8). Conduire une lutte acharnée et constante contre la social-démocratie et contre la Concentration antifasciste considérées au sommet comme des forces réactionnaires actives contre le développement de la révolution prolétarienne, et à la base comme des forces devant être conquises à la cause de la Révolution ou en partie neutralisées. Repousser comme erronée la théorie simpliste du social-fascisme défendue par la Direction actuelle, théorie qui désarme le Parti dans la lutte qu'il doit mener contre la social-démocratie, un de ses ennemis les plus dangereux, et qui empêche et ralentit le groupement des forces révolutionnaires autour du Parti communiste.

9). Il faut en finir avec les proclamations vides sur la grève générale politique. Les masses ne font pas la grève générale politique pour la grève générale politique en soi ; mais les masses font la grève générale politique pour atteindre des objectifs économiques et politiques déterminés, et seulement quand l'emploi d'une telle méthode de lutte est possible et correspond aux buts qu'on veut atteindre ;

10). Il faut en finir avec les méthodes d'organisation qu'ont affaibli le Parti ; il faut accentuer le travail d'organisation en tenant compte de l'expérience accumulée par le Parti au cours de ces dernières années. Réagir à la méthode qui consiste à déverser sur la base les fautes qui sont dues exclusivement à la ligne fautive du Centre sur le terrain politique comme sur le terrain de l'organisation ;

11). Faire de la presse du Parti l'instrument d'une large agitation politique et d'organisation des masses. Il faut en finir avec l'invention de faits et de circonstances qui ne se sont jamais vérifiés, et avec la tromperie consciente du prolétariat italien et de l'Internationale. La situation italienne et la poussée des masses n'ont pas besoin d'être déformées par la fantaisie des bureaucrates pour apparaître la première très grave, et la deuxième d'irréductible aversion au fascisme. L'invention de faits et de circonstances qui ne se sont jamais vérifiés au lieu d'aider à la reprise de la lutte du prolétariat, finissent par le retarder et à la compromettre sérieusement, car elle disqualifie le Parti en face des masses et en mine irrémédiablement l'autorité.

12). L'épuration du Parti doit s'opérer dans un sens opposé à celui que suit la Direction officielle. Ce n'est pas par l'élimination des éléments qui ont toujours prouvé un grand attachement au Parti et un grand esprit de dévouement à la classe ouvrière, et qui ont occupé des postes de responsables et de lutte dans tous les moments de la vie de notre Parti, qu'on pourra renforcer la capacité de lutte de notre Parti et élever le degré de combattivité de son appareil ;

13). Repousser la conception bureaucratique des rapports entre le Parti et les organisations de masse. Un fait qui caractérise cette conception est fourni par la manière dont la Direction actuelle du Parti est récemment intervenue pour modifier les organismes de direction de la C.G.T. La destitution des camarades de l'opposition et leur remplacement par d'autres camarades dans le Secrétariat du C.D. de la C.G.T., décidés et exécutés par le B.P. du Parti, au dehors du C.D. confédéral, prouve avec combien de légèreté les dirigeants actuels du Parti traitent les rapports entre le Parti et les organisations de masse. La méthode qui consiste à considérer les organismes de masse comme un duplicata des organisations du Parti est une méthode néfaste qui a eu dans d'autres pays, en particulier en France et en Tchecoslovaquie des conséquences désastreuses pour les organisations syndicales du prolétariat.

Ces tâches que nous posons devant tout le Parti doivent être affrontées avec d'autant plus d'urgence que le mûrissement de nouvelles et formidables contradictions au sein du capitalisme italien et de la situation internationale exigent du Parti de la classe ouvrière qu'il ne soit pas pris au dépourvu et sache trouver la force de remplir sa tâche de guide des masses dans la Révolution. Mais le Parti ne pourra pas faire ceci s'il n'a pas trouvé, avant, la force de vaincre la crise profonde que l'opportunisme, la bureaucratie et la politique d'aventure de l'Internationale ont déchaînée en son sein.

La voie pour sortir de cette crise est celle que notre Opposition, d'accord avec l'Opposition de gauche internationale (léniniste-bolchévique), montre au Parti. Malgré toutes les entraves notre Opposition continuera à lutter sur ce chemin afin d'effacer toutes les erreurs du passé et de rétablir au sein du Parti, sur les bases du marxisme et du léninisme, l'unité des forces prolétariennes, indispensables pour assurer le succès de la Révolution et de la dictature du prolétariat.

Contre le centralisme bureaucratique, pour le centralisme démocratique ;

Contre l'opportunisme et l'aventurisme ; pour une ferme politique bolchévique du P.C.I. et de l'Internationale ;

Pour la Révolution prolétarienne italienne ; pour la Russie des Soviets ; pour la dictature du prolétariat !

Pour l'Opposition Communiste :

TERESA R.

membre élue du C.C. du P.C.I. au troisième Congrès du Parti.

SANTINI - BLASCO - FEROCI

membres élus du Comité Central du P.C.I. au troisième Congrès du Parti, membres du Bureau Politique depuis 1925 et 1927.

La lettre ouverte de nos camarades de la nouvelle opposition du P.C.I. impose maintenant à tout le mouvement communiste oppositional de discuter leur position et de prendre une attitude

LES ENSEIGNEMENTS DE LA GRÈVE DU BOUCAU

Bayonne, 24 juillet

Il faut revenir sur les événements qui se sont déroulés il y a quelques semaines dans la cité rouge du Boucau.

Il est important pour nous, oppositionnels, d'examiner les résultats d'un mouvement aussi concentré, dans ce coin du Midi où rien n'avait eu lieu depuis la grève de 1920. Puisque le parti et son auto-critique se sont tus, nous devons quant à nous tirer quelques conclusions qui doivent servir au mouvement ouvrier.

Le conflit fut déclenché au Boucau sur la base d'une demande d'augmentation de 4 fr. par jour, c'est-à-dire de porter le salaire moyen d'un ouvrier de forges à 32 fr par jour. Seuls les lamineurs gagnaient 35 fr par jour pour un travail exténuant et combien de centaines d'autres gagnaient moins de 22 fr par jour. Dans les forges la C. G. T. U. possédait une base très sérieuse, environ 1.000 syndiqués sur 1.700 travailleurs, la C. G. T. réformiste comptant seulement une trentaine de membres. Par contre, malgré l'appui de deux municipalités communistes Boucau et Tarnos le parti était très faible ; sa cellule des forges qui faisait l'orgueil de l'appareil en 1925 tombait à vue d'œil, son organisation des J.C. était en décroissance. Malgré un noyau solide de syndiqués, la Région ne pouvait se développer et ne recrutait pas ou peu dans les forges. L'esprit aventurier du Parti ne convenait guère aux ouvriers boucauais qui se bornaient à sympathiser électoralement avec la Région ; certes ce point n'est pas négligeable mais il montre combien la bureaucratie paralyse le recrutement parmi les ouvriers par des formules stériles.

Le mouvement du Boucau fut déclenché par les éléments les plus actifs du Parti ; au moment où la grève fut déclarée la grande masse des syndiqués ne prévoyant pas encore une grève immédiate. Le Parti a adopté l'attitude de minorité agissante et déclencha la grève dans des conditions où le patronat pouvait se permettre d'accepter une longue grève car le Boucau n'est pas le centre de production le plus intéressant pour la puissante firme d'Homécourt et de plus le marché se rétrécissant autorisait une contraction de production momentanée. La direction du Parti lançait par l'intermédiaire de sa fraction syndicale dirigeante, les masses dans la bataille : elle devait avant, comme fraction politique éclairée, bien étudier la situation et examiner la liaison possible des autres puissantes usines des forges d'Homécourt au même moment pour l'augmentation des salaires en liaison directe avec les assurances sociales (ce qui a été complètement omis par la direction syndicale). Ces considérations faites, nous devons saluer les premiers jours de la grève comme une rupture avec les vieilles méthodes périmées de lutte. L'abandon total de l'usine fut complet à l'appel de la sirène ; il faut dire que les moyens les plus sûrs et les plus audacieux furent mis en exécution pour que le débauchage fut complet et que les ouvriers fussent maîtres de l'usine.

L'initiative des militants de base fut excellente et pendant plusieurs heures ils furent les maîtres de l'usine et expliquèrent aux ouvriers le sens d'une grève immédiate, ce que tous ratifièrent, y compris les réformistes débordés. C'est en ce sens que l'on peut dire que si le parti était capable d'éduquer sérieusement des militants, l'influence politique de notre parti sur les grèves aurait des effets les plus certains.

La première faute tactique du comité de grève fut de laisser entrer les commis

nette à leur égard. La semaine prochaine nous publierons un article à ce sujet. Rappelons aux camarades que, depuis plus de deux mois, chaque semaine nous avons publié un article des camarades de la nouvelle opposition sur la situation en Italie et la crise du P.C.I. Ils ont donc déjà une forte documentation. L'entrée des camarades italiens de la nouvelle opposition dans le front de l'opposition de gauche internationale est un fait de grande importance ; il faut qu'il soit discuté et apprécié dans le plus bref délai. — N. d. l. R.

et les contremaîtres ; objectivement la direction du Parti et des Unitaires avec Sémât agissait en opportuniste avec des phrases de gauche plein les poches. Cette rentrée brisait quelque peu la grande confiance des grévistes. Désarménien fit le reste avec habileté. La direction unitaire au lieu de traquer politiquement Désarménien dans toutes ses réunions soit à Bayonne, à Biarritz, lui donna de l'importance en parlant de « trahison capable de liquider le moment ». Là on ne comprend plus car, ce n'est pas trente réformistes dans les forges, qui pouvaient faire fumer les cheminées. Il aurait fallu avoir une attitude énergique devant les attaques crapuleuses de Désarménien ; au lieu de s'isoler dans le Boucau et à Tarnos, il fallait élargir les réunions, à Bayonne, à Biarritz dans le bâtiment. Le localisme domina bien des manifestations, et le Parti ne fait rien ou presque pour le combattre. De plus, la direction a laissé passer une occasion très importante à Bayonne ; après les incidents violents dans cette ville où les gardes mobiles chargèrent contre la population blessant plusieurs passants, la protestation du quartier de Saint-Esprit fut très vive, on résista à la police, les orateurs du parti parurent de renforcer l'organisation et exhortèrent au calme.

Vers les luttes prochaines

Il était possible après la grève des métaux de Bayonne, à l'approche de la loi des assurances sociales, devant l'attitude scandaleuse de Garat, de lier intimement l'action des ouvriers bayonnais à la lutte des Boucauais. Le mouvement aurait pris une grande ampleur et une autre forme politique. La direction régionale rejettera cette faute sur la cellule de Bayonne, selon la formule. Quelques jours après, pendant la procession dans les rues, le prolétariat se tint tranquille quand tous ses meetings étaient interdits. La direction qui parle d'action directe, de contre-manifestation avait oublié d'utiliser ce moment pour contre-manifester en faveur des ouvriers du Boucau. Toutes ces fautes, toutes les erreurs devaient amener l'ébranlement du bloc des grévistes et la fin de la grève. A l'heure actuelle, il y a environ 700 ouvriers aux forges ; une très grande partie des ouvriers qualifiés ont refusé de rentrer dans l'usine ayant trouvé du travail dans d'autres entreprises. L'intérêt c'est le renforcement syndical certain de l'organisation unitaire ; sans parler mécaniquement de radicalisation, il est important de constater ce courant qui marque, malgré l'échec, un renforcement de l'organisation ; les ouvriers ont bien compris que pour la victoire, il faut une C.G.T.U. puissante. Il faut que les dirigeants sachent retenir tous ces ouvriers dans le syndicat, qu'ils éduquent leurs cadres pour la bataille future. Le prolétariat entre dans une phase où les luttes prennent une autre figure que dans le passé, nécessitant l'intervention de 900 gardes mobiles ; cela démontre un regain de la volonté de lutte ouvrière, et si la direction avait été moins bureaucratisée les résultats auraient été meilleurs, le parti aurait bénéficié de nombreuses adhésions.

La bataille n'est pas encore finie, il faut lutter pour la libération des ouvriers emprisonnés pour « complot », il faut que toute la région se mobilise, il faut que le parti organise une vaste protestation contre les arrestations arbitraires des militants ouvriers du Boucau.

Tous les camarades communistes doivent demander à la direction une analyse des fautes commises pendant la grève et une politique, non en zig-zag, mais sûre, inspirée par la gauche oppositionnelle qui engage les ouvriers à venir renforcer le Parti et la C.G.T.U., à lutter pour la régénération de ses organisations dans une voie révolutionnaire.

Daniel LEVINE.

P. S. — Désarménien prétend avoir fait des adhésions aux forges ; cela est exact pour environ 50 jaunes, à qui l'organisation réformiste donnait 12 francs par jour. De cette manière il est possible pour les réformistes complices du patronat de faire des adhésions. Mais la défaite du syndicat des métaux de Bayonne, il n'en parle pas, il sent pourtant son étoile pâlir dans cette région.

DANS LA REGION TOURANGELLE

Le Syndicat des cheminots de Tours P.O. approuve l'Opposition unitaire de la 26^e U. R.

Le syndicat de Tours P.O. s'est réuni en assemblée générale. A ce syndicat appartient le secrétaire de la 26^e U.R., Dubois, défenseur fidèle de toutes les fariboles de la majorité. Celui-ci, que le manifeste de l'opposition unitaire de la 26^e U. R., a mis très en colère n'avait pas ménagé ses défis aux camarades du syndicat P.O. signataires du manifeste de l'opposition unitaire. Il a obtenu la réponse. Le mauvais temps fit que le nombre des participants à la réunion ne fut pas élevé. La résolution approuvant le manifeste de l'opposition unitaire, obtint les deux tiers des voix. Le syndicat P.O. de Tours est le plus fort syndicat de la 26^e U.R. Le bureau fut ensuite raillé à l'unanimité y compris la voix de Dubois. C'est le camarade Glunaud, signataire du manifeste de l'opposition unitaire, qui est secrétaire général.

Un cheminot communiste.

Le Comité général de la 26^e U. R.

Dimanche 20, s'est tenu à Tours le Comité général de la 26^e U.R. A l'ordre du jour trois questions : l'autocritique du 1^{er} mai, les assurances sociales et les revendications, le 1^{er} août et le Congrès de l'I.S.R. La discussion sur le 1^{er} mai fit apparaître la faiblesse extrême des manifestations de cette journée dans l'Union Régionale. Les majoritaires s'en prirent naturellement à la base qui n'a pas appliqué les directives. D'après eux, il suffit que la base applique et tout ira bien. Nos camarades de l'opposition unitaire, dénoncèrent cette conception de l'autocritique et posèrent la question des mots d'ordre et de la politique actuelle.

Sur le deuxième point de l'ordre du jour, nos camarades intervinrent également pour critiquer la faiblesse d'action de la C.G.T.U., faire une véritable autocritique de la politique de ces dernières années et combattre les conceptions réformistes sur les assurances sociales.

Au troisième point, ils développèrent toute la plate-forme de l'opposition unitaire et dénoncèrent l'hypocrisie de ceux qui, après avoir parlé de grève politique de masse pour le 1^{er} août, la jetaient aujourd'hui par dessus bord, reprenaient les propositions des camarades de l'opposition qu'ils avaient quelques semaines avant taxé d'opportunisme.

Nos camarades posèrent des questions restées sans réponse : Pourquoi le Bureau politique du Parti, qui a posé dans la lettre ouverte aux membres du Parti la grève politique de masse, le 1^{er} août, comme objectif, a-t-il proposé au Comité Central l'abandon de ce mot d'ordre quelques semaines après ? Pourquoi, après avoir été depuis deux ans dans la crise, sommes-nous maintenant dans la pré-crise ?

En guise de réponse, ils furent accablés d'injures.

Le vote donna la voix à la résolution majoritaire, 7 à l'opposition unitaire ; mais il faut souligner que les cinq voix dont dispose l'Union locale de Tours ont été à la résolution majoritaire. Or, les plus forts syndicats de l'Union locale de Tours sont dans l'opposition.

Un cheminot communiste.

Opposition unitaire de la 26^e U. R. Convocation

Tous les camarades de Tours approuvant le manifeste de l'Opposition unitaire de la 26^e U.R. sont convoqués le mardi 20 juillet à 21 heures à la Maison du Peuple.

Livres reçus :

Albert Davidstet : Ceux de la Mer. Traduit de l'allemand, par Hejla et Bournat. (E.S.).

Stefan Zweig : Casanova. (V. Attinger).

Arthur Schnitzler : Le retour de Casanova. (V. Attinger).

Frantz Werfel : La mort du petit bourgeois. (V. Attinger).

Sabsovitch : L'U.R.S.S. dans dix ans. (B. d'édition).

J. Staline : La collectivisation du village. (B. d'éditions).

A. L. Strong : L'agriculture soviétique moderne. (B. d'éditions).

L'ouvrier dans l'union soviétique. (B. d'éditions.)

EN INDOCHINE

RÉPLIQUE A LA PARADE IMPÉRIALISTE

Les événements du 14 juillet en Indochine démontrent, malgré le silence organisé, que la répression n'a pas enravé le mouvement. La parade chauvine de Paris donne une idée de l'effort entrepris par l'impérialisme pour étaler sa force dans ses fêtes : là-bas, il s'agit d'impressionner les masses par l'étalage de la puissance. Au cours des derniers mois déjà, rien n'avait été ménagé. Parades militaires à grand spectacle, revues de troupes. Assaut hypothétique de Saigon. « Les manœuvres prévues au programme d'instruction des troupes visent l'étude d'une action défensive locale contre un ennemi tentant un débarquement sur les côtes de Cochinchine ». Ces manœuvres étaient prévues pour le début de juin, dans la région du Sud-Ouest du Mékong avec large participation d'artillerie, de marine et d'aviation.

Aux fêtes démonstratives de l'impérialisme conquérant, les ouvriers et les paysans ont répondu avec force, malgré leur jeune expérience politique, malgré l'absence d'une organisation sociale capable d'élever à une phase supérieure l'effervescence profonde que les exactions et les crimes des colonialistes ont engendrés parmi les opprimés. Le 12 et le 13 juillet de nombreux tracts ont été distribués dans les centres de la Cochinchine pour inciter la population à s'abstenir d'assister à la fête des conquérants.

Dans la province de Sadec, en Cochinchine, dans la région qui connut en juin les amples mouvements collectifs de paysans misérables et de prolétaires des plantations voués à la famine, une manifestation importante s'est déroulée. Dans la soirée du 13 juillet un détachement commandé par un inspecteur de la sûreté dispersait un groupe d'une centaine de manifestants à Cao Lanh. Le même soir, un second détachement s'opposait à une colonne de 300 manifestants armés de coupe-coupe et de bâtons, selon la dépêche de l'Indopacifique. La police tira et assassina trois manifestants.

Trois jours plus tard, dans la province de Nha Trang, en Annam, dans une des régions les plus réfractaires de la colonie, une région où prédomine le confucianisme, sept cents manifestants se groupaient autour des drapeaux rouge et la police procédait à vingt-cinq arrestations.

D'autres événements caractérisent l'orientation du mouvement. A la veille de la fête de l'impérialisme un groupe de manifestants envahit les locaux de la Tribune Indochinoise, organe du parti constitutionnaliste et les a saccagés. Il y a quatre ans, lorsque Bui Quang Chieu, le leader du parti, ingénieur agricole et chef du service agricole de Cochinchine rentrait de France où il avait passé son congé administratif (il est naturalisé français) quatre mille manifestants organisaient une réception grandiose. Cette manifestation sans précédent témoignait de l'éveil du peuple opprimé. La cloche fêlée avait beaucoup contribué à ce réveil. C'est un journal en français, fondé avec 800 maîtres rédigés, expédiés et vendus au numéro dans les rues par le seul licencié en droit revenu de Paris, le jeune Nguyen An Ninh. Ninh, à la suite d'un discours prononcé en plein air devant dix mille personnes, était emprisonné au moment où débarquait Bui Quang Chieu. Il devait dire plus tard : « Les masses avaient besoin d'un chef pour les diriger, on pouvait à la place de Chieu, mettre n'importe quel tireur de pousse-pousse et le lui présenter comme leur Messie, qu'elles l'eussent adoré. » Chieu, en effet, n'avait rien fait pour les masses, sinon, au cours de son congé, un discours prononcé à la Société des Nations ou quelque autre assemblée internationale. Lors de son débarquement, mourait à Saigon, le député politique Phan Chau Trinh que Nguyen An Ninh avait ramené de Paris quelques mois auparavant pour en faire un directeur de conscience des masses, se sentant trop jeune lui-même à vingt-cinq ans pour diriger le mouvement qu'il avait électrisé. A Saigon, des milliers de manifestants, de tout âge et de toute condition assistèrent à l'enterrement : Bui Quang Chieu te-

nait le cordon du poêle. Dans toute l'Indochine, on portait le deuil national. Dans les collèges, ce deuil fut défendu : des grèves éclatèrent. L'enthousiasme général hissa Bui Quang Chieu sur le piédestal.

Bui Quang Chieu fonda alors le parti constitutionnaliste, collaborationniste, défenseur de la classe privilégiée et des intellectuels. Ainsi il s'éloigna des masses qui le détestent maintenant comme de la boue. Dans une série d'interviews, de l'Impartial en 1928, les constitutionnalistes collaborationnistes ont affirmé leur fidélité au colonialisme. L'un d'eux, le docteur Tran Van Dom allait jusqu'à recommander aux Français les répressions les plus sanguinaires, les plus inhumaines. Dernièrement, après Yen Bay, au conseil colonial, les douze conseillers annamites, tous constitutionnalistes, demandèrent une répression sans merci. Hier, lors du débarquement de nos dix-neuf camarades déportés, les éléments constitutionnalistes diffusèrent des tracts pour réprouver l'action révolutionnaire. Enfin, en juin, Chieu venait officiellement demander au gouverneur de la Cochinchine d'employer de préférence les gaz lacrymogènes dans la répression des manifestations qu'il désavouait.

Contre la bourgeoisie collaborationniste

Ceux-là même qui acclamaient Bui Quang Chieu il y a quatre ans, saccagent aujourd'hui son journal, l'organe de la bourgeoisie annamite. Les opprimés comprennent que les intérêts de la bourgeoisie et de ses intellectuels, ne sont pas les leurs, qu'ils s'opposent à leurs intérêts révolutionnaires et qu'ils n'ont à compter que sur leurs forces. Mais ils ne seront en mesure de le comprendre pleinement et de réaliser leurs tâches que lorsque un véritable parti communiste se consacrera à leur organisation et leur action. Et le chemin pour y aboutir n'est pas celui que prennent les stalinistes. Dans l'Humanité du 21 juillet, Cho-Moi écrit : « La différenciation des classes qui s'opère avec rapidité dans le sein des populations indochinoises est un signe du développement important du mouvement révolutionnaire des masses exploitées. » Attendre que la différenciation des classes apparaisse nettement devant les opprimés sous la pression du développement du mouvement révolutionnaire, c'est s'engager résolument dans le chemin de Tchang Kai Chek. Mais préparer l'avant-garde du prolétariat des villes et des plantations à organiser son propre parti révolutionnaire, conscient du rôle qu'il doit remplir dans le développement du mouvement d'émancipation, c'est à quoi travaille l'opposition communiste de gauche.

L'opposition de gauche s'est donnée pour tâche aussi d'appeler les communistes, les ouvriers révolutionnaires de la métropole à donner à l'action de solidarité l'envergure et l'intensité la plus grande. Le péril où sont les révolutionnaires de la colonie n'a pas diminué. Les deux condamnés à mort de la commission criminelle de Phuto attendent toujours leur sort. Le 10 juillet, la Cour d'Appel d'Hanoi élevait automatiquement les peines de seize condamnés de Bac Giang et les portait de cinq ans de prison au bague perpétuel. Sa cruauté démontre que les pseudo-justices régulières de la colonie n'ont rien à envier aux sinistres commissions criminelles. Cela fait justice de l'hypocrite revendication des social-démocrates qui portent de l'eau bénite au moulin de l'impérialisme. Parmi nos dix-neuf camarades criminellement déportés, quelques-uns auraient été jetés en prison pour des motifs arbitraires. Les ouvriers communistes doivent exiger des bureaucrates du parti que l'effort ne se ralentisse pas. Après le meeting du Cirque d'Hiver, après l'appel de la C.G.T.U., il est nécessaire d'appeler avec persévérance, avec vigueur, le prolétariat français à unir son action à celle des opprimés d'Indochine. Que le prolétariat comprenne que la bataille contre l'impérialisme de la métropole est sa bataille, que la cause des Indochinois frappés est sa cause.

GIAI PHONG.

Chez Lioré - Olivier

Les 300 ouvriers de l'usine Lioré-Olivier ont engagé la lutte contre le versement ouvrier. L'unanimité des travailleurs imposables ou non, sont solidaires; aussi la pétition signée par la majeure partie des ouvriers fut, malgré une manœuvre de division de la délégation du personnel, par la direction, remise à un des administrateurs.

Par sa bouche, la direction fut tout miel, disposée à accorder une « augmentation de salaire proportionnée au taux de prélèvement A. S. ». Ce polytechnicien alla même jusqu'à développer la thèse : « la vie va monter », thèse qui demain permettra à ces messieurs de réclamer pour leur marché des « rallonges ».

Que veut dire cette « augmentation proportionnelle des salaires » ? Les ouvriers luttent pour une augmentation de leurs salaires, et contre le principe du versement ouvrier, une « augmentation proportionnelle » ne règle pas du tout la question du principe du versement, elle fait « avaler » le prélèvement et si dans quelque temps le salaire est ramené au taux actuel, le versement viendra en déduction.

Pour ces messieurs, dont les carnets de commandes sont remplis, il s'agit de ne pas désorganiser la production, par un conflit. Aussi semblent-ils céder, mais sous une forme qui serait le renoncement à la lutte « contre le versement ouvrier ». Les ouvriers pensent à demain, ce sont leurs conditions de vie qui sont en danger, et ils exigeront la réponse précise de la direction avant la prochaine paye.

Si la direction se montre tellement attachée aux « lois sociales », pourquoi encourage-t-elle les heures supplémentaires, en particulier aux presses où sont encore trop nombreux ceux qui travaillent 10 à 11 heures. Ce qui donne son plein caractère à la loi actuelle sur les A. S., c'est qu'elle ne fut pas arrachée par le prolétariat.

L'empressement de la bourgeoisie à l'appliquer, les sanctions dont on menace les ouvriers qui refusent de s'y soumettre, nous rappellent les luttes que les ouvriers durent mener pour faire appliquer les huit heures, et la complicité des pouvoirs de l'Etat bourgeois avec les saboteurs de cette loi ouvrière.

Les meilleurs salaires à l'usine Lioré-Olivier sont de 350 à 400 frs par semaine, l'administrateur associé, sans travail aucun, encaisse plusieurs fois cette somme — comme simple jeton de présence au conseil d'administration qui se réunit quelques heures chaque mois !

Pour ces membres du conseil d'administration, que peuvent représenter ces 15 frs de prélèvement des A.S. par semaine ! Pour mieux nous en rendre compte examinons la composition récente du C.A. : Président : Marquis de Solages, également président du C.A. des Mines de Carmaux et administrateur de nombreuses sociétés;

Vice-Président : Pierre Aubert, également administrateur de nombreuses sociétés; Fernand Lioré, président de la chambre syndicale des industries aéronautiques;

Administrateurs : Dutilleul, administrateur de la société Fives-Lille; Clément-Bayard, dont on retrouve le nom dans de nombreuses C.A. de firmes automobiles; et quelques autres volailles de moindre poids, dont Bellanger.

Face à tous ces gratins dont les revenus varient de 300.000 frs à plusieurs millions par an, quelle est la situation des travailleurs de cette firme ?

Il y a six ateliers : quatre à Levallois, Révolte, Jean-Jaurès, Villiers, Chaptal; un à Argenteuil, un à Villacoublay.

Laissons la parole à notre correspondant de l'usine de la Révolte :

L'atelier se divise en cinq groupes : 1° Le bureau directeur, la comptabilité, la caisse et le bureau de lancement. 2° les bureaux des dessinateurs et le bureau d'étude.

3° l'atelier outillage.

4° l'atelier d'ajustage (pièces série).

5° les tours et les fraiseuses, la forge. Commençons par le bureau de lancement : la maison emploie pour les travaux d'écriture (copie des fiches de travail) des femmes qu'elle paie royalement 3 fr à 3 fr 50 de l'heure, elles sont astreintes à un travail épuisant, toujours copier, toujours courir dans les différents services; quand par malheur l'une d'elles

fait une petite erreur il faut entendre le doux concert que lui sert leur chef de service, gros, joufflu, arrivé à ce poste à force de courbettes et de platitudes.

Pour les dessinateurs, autre histoire, le coefficient « gueule » joue un grand rôle et l'on peut voir couramment un dessinateur gagner 5 fr de l'heure pendant que le copain qui a tapé dans l'œil du chef dessinateur gagne 1.500, 1.600 et même 1.700 fr par mois et cela pour le même travail.

Camarades dessinateurs, ne vous laissez pas conduire par le bout du nez; exigez un salaire vital et prenez pour maxime : à travail égal, salaire égal.

Maintenant parlons un peu de l'ajustage série; là comme pour les dessinateurs, la direction a appliqué la devise : « diviser pour régner »; pour un travail absolument identique deux prix différents, l'un de 4 fr l'autre de 4 fr 50. Je parle du prix de base. Ainsi :

L'ouvrier ayant réalisé un gain de temps de 50 % et ayant 4 fr. de base livre à 4 fr + 2 fr = 6 fr. L'autre, pour le même gain de temps, livre à 4 fr 50 + 2 fr 25 = 6 fr 75, soit une différence de 0 fr 75 de l'heure.

Si tu voulais un peu réfléchir, camarade, tu comprendrais tout de suite la manœuvre : quand, las de ne pas gagner de quoi subvenir à tes modestes besoins et à ceux des tiens tu te dresseras devant le patronat pour exiger enfin de quoi manger à la fin, la direction espère, grâce à la division, que les copains privilégiés ne marcheront pas et qu'il s'en suivra un flottement dans le mouvement.

Donc, camarades, vous savez tous aussi bien que moi, (votre camarade d'état) que l'union fait la force et que pour l'ouvrier une seule union est possible : le syndicat. Dès demain, dès aujourd'hui rejoignez en groupe votre union syndicale, c'est-à-dire la C. G. T. U.

Parlons maintenant des tours : au tour pas d'affûtage, l'ouvrier travaille aux pièces. Oui, mais dans les trois quarts du temps le contremaître rallonge la saucée; en agissant ainsi, ayant lui le droit de favoriser l'ouvrier qui lui plaît, le jour où pour un motif quelconque l'un ou l'autre ne lui plaît plus, alors c'est simple, on ne lui dit pas franchement : mon vieux, ramasse tes clous et fous le camp, non, ce serait trop franc; on lui donne un boulot dont il ne pourra pas venir à bout, et au moment de rallonger les prix on lui dit froidement : d'autres y sont arrivés pour ce prix, il n'y a pas de raison pour que vous ne puissiez pas en faire autant. Alors l'ouvrier demande son compte illico et tout est dit.

Au point de vue de la sécurité rien n'est prévu, les tours sont entassés les uns sur les autres et aucune tôle de sécurité ne les protège; c'est vraiment un miracle qu'il n'y ait pas plus d'accidents, car il faut être acrobate pour arriver à sa place.

De plus les tours sont placés près de la forge et du traitement thermique; aussi les nuages de fumée les environnent toute la journée, surtout qu'à la forge il n'y a aucun aspirateur. Ce qui fait que lorsque l'on trempe les aciers à l'huile, cette fumée fétide se répand dans l'atelier, vous pique à la gorge, attaque les poumons et use un peu plus chaque jour les travailleurs.

En tout et pour tout il n'y a que 8 W.C. pour trois cents ouvriers, dans un état indescriptible, sans eau courante, nettoyés tous les 36 du mois. Quand la chaleur se fait un peu forte, c'est une infection. La moitié du temps l'urinoir est bouché.

Les ouvriers n'auront rien du patronat sans le lui arracher. Les zines de guerre qui chaque semaine sortent de la fabrication Lioré, illustrent bien quel genre d'assurances sociales les prolétaires ont en régime capitaliste — quelques francs par an à 60 ans, si les guerres que le capitalisme porte en lui n'ont pas détruit le foyer ouvrier.

Aussi les ouvriers de Lioré se grouperont autour de leur section syndicale, la renforceront de leur adhésion, et par leur lutte contre tout prélèvement ouvrier, marqueront une résistance qui en plus des avantages immédiats qu'elle leur amènera, les trempera pour les luttes à venir.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, Cité Nys, PARIS-XI^e
Tél. : Ménilmontant 73-26